

Book reviews – Comptes rendus – Buchbesprechungen

Alan Paul FIMISTER, Robert Schuman: Neo-Scholastic Humanism and the Reunification of Europe, Peter Lang, Bruxelles, 2008, 284 p. – ISBN 978-90-5201-439-5 – 40,20 €.

Dans sa monographie intitulée *Robert Schuman: Neo-Scholastic Humanism and the Reunification of Europe*, Alan Paul Fimister aborde le personnage de Robert Schuman sous un angle très original. En effet, il examine si l’œuvre de Schuman en faveur de l’intégration européenne est liée à son adhésion à la philosophie humaniste néo-scolastique, qui est introduite sous le pontificat de Léon XIII en 1879 et ensuite développée sous Pie XII, pendant la période de la création des institutions communautaires.

L’ouvrage de Fimister tente ainsi de faire le lien entre la sphère religieuse et les relations internationales, entre le catholicisme et la construction européenne. Fimister tente de prouver que les valeurs chrétiennes défendues par le chrétien-démocrate et catholique Robert Schuman se retrouvent dans le projet de la construction européenne qui est lancé avec la déclaration du 9 mai 1950. Selon l’auteur, une nouvelle étude sur Robert Schuman serait d’autant plus nécessaire qu’il y aurait une non prise en compte, voire même une méconnaissance de Robert Schuman dans la littérature britannique sur l’intégration européenne. Dans son introduction, il n’hésite pas à critiquer le silence sur ce personnage clé dans l’histoire de la construction européenne chez certains auteurs anglophones (comme Michael P. Fogarty) ou une interprétation trop biaisée chez d’autres (comme Rodger Charles S.J.). Fort heureusement, il ne remet pas en cause les ouvrages de référence français, tels que *Robert Schuman, Homme d’État (1886-1963)* de Raymond Poidevin.

Pour initier le lecteur à l’humanisme néo-scolastique, Fimister qui témoigne ainsi de son savoir-faire en tant que politologue et expert en sciences philosophiques, retrace l’introduction de l’humanisme néo-scolastique dans les doctrines de l’Église catholique sous les papes Léon XIII jusqu’à Pie XII. Dans un premier chapitre, il aborde le *magisterium* social et la société supranationale comme deux éléments clés de la période qu’il dénomme néo-Thomasisme (signifiant la reprise de la doctrine sociale de St. Thomas d’Aquin) qui commence en 1879 et se termine en 1958. Il explique que sous le pontificat de Léon XIII, l’idée d’un nouvel ordre social catholique voit le jour au sein duquel le rôle de l’Église catholique serait le représentant d’une société universelle. L’objectif du pape Léon aurait aussi été de lier la sphère religieuse et politique par l’affirmation d’une philosophie politique catholique qui n’a pourtant pas beaucoup de chances de réussir sous le régime de la Troisième République en France, marquée par un fort mouvement anticlérical.

Le deuxième chapitre est ensuite consacré à la réception du *magisterium social* du pape Léon XIII dans la classe politique et les écrivains-philosophes en France après la Première Guerre mondiale. Fimister montre, par exemple, les abus de

l’Action Française dans l’utilisation du magisterium social pour justifier un État autoritaire catholique. Il prétend surtout que ce serait la prise en compte de la doctrine catholique par le philosophe Jacques Maritain, notamment dans son ouvrage «L’Humanisme intégral» de 1936, qui a eu un impact sur la pensée de Robert Schuman et son engagement dans le courant catholique politique.

Après ces deux chapitres plus «philosophiques», l’ouvrage d’Alan Paul Fimister se concentre sur Schuman lui-même. Dans le troisième chapitre, l’auteur aborde sa vie, en reprenant les étapes de sa biographie depuis sa naissance au Luxembourg en 1886, comme fils d’un Allemand et d’une Luxembourgeoise, jusqu’à la fin de son mandat de ministre des Affaires étrangères en janvier 1953: son enfance en Lorraine et son choix d’effectuer ses études en Allemagne, sa période d’avocat à Metz, son engagement dans l’Union populaire catholique lorraine, son entrée dans la politique nationale française en tant que député de la Moselle en 1919, son arrestation et son emprisonnement par les Nazis en 1940 et sa carrière politique sous la Quatrième République, en tant que président du Conseil en 1947 et ministre des Affaires étrangères de 1948 à 1953.

La description de la vie de Robert Schuman est pour un lecteur connaisseur du personnage historique un peu décevante. En effet, comme l’auteur l’annonce dans son introduction, ce chapitre n’apporte rien de neuf ou de surprenant, à part peut-être de souligner que la date de la première rencontre entre Robert Schuman et Konrad Adenauer reste encore une énigme. Pour autant, la manière dont le personnage est abordé, quelquefois très originale, est agréable à lire, comme, par exemple lorsque Fimister introduit Robert Schuman en citant une pièce de théâtre sur la construction européenne de 2006 où l’homme politique français n’apparaît guère, au profit de Jean Monnet, qui est montré comme le seul initiateur du projet de la Communauté Européenne du Charbon et d’Acier (CECA). Par ailleurs, il est étonnant que ce chapitre sur la vie de Robert Schuman ne poursuive pas sa trajectoire au-delà de la date de 1952 jusqu’à sa mort en 1963, car Schuman continue évidemment à œuvrer en faveur de la construction européenne, notamment en tant que premier président de l’Assemblée parlementaire de la Communauté européenne, entre 1958 et 1960.

Cette période ultérieure est abordée par l’auteur dans le chapitre suivant, où il analyse les discours et adresses de Robert Schuman lors de ses nombreux voyages à l’étranger. Ce chapitre apporte des éléments intéressants, basés sur de nouvelles sources de la maison Schuman au Luxembourg et des archives départementales de la Moselle. Fimister prouve, à travers les différents discours, que Schuman était en fait profondément convaincu que le projet de la construction européenne est étroitement lié aux valeurs de la démocratie chrétienne. La recherche de la paix, la solidarité de la société européenne, voire même la supranationalité sont des composantes intégrales à la fois du christianisme et du projet d’une Europe fédérale. Le livre *Pour l’Europe* de Robert Schuman, publié en 1963 juste après sa mort, confirmerait cette hypothèse, car Schuman lui-même écrit: «l’Europe, c’est la mise en œuvre d’une démocratie généralisée dans le sens Chrétien du mot» - comme le cite Fimister dans son ouvrage.

Chez l'historien, le livre d'Alan Paul Fimister suscite deux réactions différentes. D'un côté, Fimister met l'accent sur l'analyse des forces profondes - dans ce cas les doctrines philosophique du catholicisme – dans l'histoire de la construction européenne. Ceci rejoint la préoccupation d'un courant historiographique français des relations internationales introduit par Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle dans les années 1960. Fimister met ainsi en avant que la construction européenne après 1945 est accomplie par une élite politique issue du camp de la démocratie chrétienne – Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi –, dont les valeurs chrétiennes ont influencé le projet. Le mérite du travail de Fimister est également de rectifier la tendance dans l'historiographie anglo-saxonne qui met Schuman à l'arrière-plan de cette construction européenne, au profit de Jean Monnet, le «vrai» architecte du projet de la CECA.

D'un autre côté, l'ouvrage est conçu d'une manière peu satisfaisante pour l'historien: il n'y a pas d'approche chronologique continue pour la partie biographique de Robert Schuman et le lecteur a finalement l'impression de se trouver face à deux livres distincts, l'un sur la pensée humaniste néo-scolastique et son introduction dans la doctrine de l'Église catholique et un deuxième qui retrace la vie de Robert Schuman et qui tente ensuite de lier sa biographie à cette pensée. En effet, un ouvrage sur Robert Schuman qui ne commence à vraiment parler de lui après plus de la moitié du texte intégral, laisse un doute sur la structuration adéquate de ce travail de recherche. Ceci a pour conséquence que le lien entre le projet européen de Robert Schuman et l'humanisme néo-scolastique reste, en fin compte, peu évident même pour des spécialistes du processus d'intégration européenne. Il est sans doute très difficile, voire impossible d'établir un lien apparent entre un sujet très philosophique, les doctrines de l'Église catholique et la vie «pratique» d'un homme politique français et son implication dans le projet réel de la construction européenne après 1945.

Birte Wassenberg
Maître de conférences à l'IHEE, Strasbourg

Wolfram KAISER, *Christian Democracy and the Origins of European Union*, Cambridge University Press, Cambridge, 2007, 374 S. - ISBN: 978-0521883108 – 55,00 €.

Das Themenspektrum der Parteipolitik zählte bislang zu den historiografischen Untersuchungsfeldern, die in Europa traditionell aus der Perspektive des Nationalstaates analysiert wurden. Sowohl für die Parteipolitik des 19. als auch für die des 20. Jahrhunderts bildeten damit Staaten als geschlossene Handlungsräume, mit je eigenen Kommunikations- und Konfliktstrukturen, den zentralen Referenzrahmen. Erst seit den 1990er Jahren, nach ersten vor allem von der Direktwahl zum Europäischen Parlament 1979 inspirierten politikwissenschaftlichen Pionierstudien, setzte sich auch in der Geschichtswissenschaft die Anschauung durch, dass in der Parteipolitik trans-

nationale Verbindungslien, Wechselwirkungen und Konvergenzprozesse, die jenseits der Grenzen des Nationalstaats wirksam werden, ebenfalls von Relevanz sind.

Der Verdienst, diese transnationalen Interaktionsformen hinsichtlich der politischen Parteien aufgezeigt, recherchiert und grundlegend in ihrer historischen Dimension aufgearbeitet zu haben, gebührt einer kleinen Anzahl von Historikern, unter denen mit Blick auf das christdemokratische Parteienpektrum Wolfram Kaiser eine wichtige Rolle zukommt. Kaiser, 1994 an der Universität Hamburg promoviert, hat als Wissenschaftler u.a. in Edinburgh, Essen, Wien, Paris, Cambridge sowie in Saarbrücken gelehrt und geforscht, bevor er im Jahr 2000 eine Professur in Portsmouth übernahm. Diese Stationen und weitere Forschungsaufenthalte seiner akademischen Vita spiegeln sich – einhergehend mit zahlreichen internationalen Wissenschaftskontakten und Archivaufenthalten – auch in Kaisers Publikationen wider, vor allem in einer ausführlichen Quellenedition zur transnationalen Zusammenarbeit christdemokratischer Parteien in Europa¹ und in drei kaum minder umfangreichen Sammelbänden zum Thema.²

Die hier angeführten Buchpublikationen und eine nicht unerhebliche Anzahl entsprechender Fachaufsätze haben für Wolfram Kaiser gewissermaßen das Fundament bereitet, um mit der hier besprochenen Publikation eine systematische Monografie zum Verhältnis von Christdemokratie und europäischer Integration vorzulegen, die über die bisherigen Forschungsarbeiten – sowohl die von Kaiser selbst mitinitiierten als auch über weitere Studien – hinausgeht und eine ebenso umfassende wie analytisch geprägte Sicht auf das Thema erlaubt. Im Kern verfolgt Kaiser mit seiner Darstellung zwei Zielsetzungen: Zum einen zeigt er, wann, wo und wie christdemokratische Akteure – darunter sowohl Individuen als auch Kollektive – Position zur Idee der europäischen Einigung bezogen bzw. Einfluss auf ihre Ausgestaltung genommen haben. Zum anderen beleuchtet er die Kontakt- und Kooperationsformen, die christdemokratische Parteien in Europa etabliert haben. Kaiser verbindet diese beiden Zielsetzungen mit dem Anspruch, europäische Integrationsgeschichte und allgemeine Zeitgeschichte stärker als bisher aufeinander zu beziehen, um so der einleitend pointiert als „conceptually undeveloped and, for the most part, boring to read“ (S.8) charakterisierten historischen Integrationsforschung neue Impulse zu verleihen.

Kaisers Darstellung setzt in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts ein, als Papst Pius IX. (1846-1878) eine stärkere Mobilisierung und Zentralisierung des politischen Katholizismus forcierte. Trotz einer latent verstärkten Vernetzung unter christdemokratischen „Funktionsträgern“ übten diese Ansätze aber kaum Wirkung auf die politischen Parteien in Europa aus. Die von Kaiser detailliert aufgeschlüsselten Erfahrungen innerstaatlicher Kulturkämpfe und die Verteidigung der politischen Ansprü-

1. Vgl. M. GEHLER, W. KAISER (Hrsg.), *Transnationale Parteienkooperation der europäischen Christdemokraten. Dokumente 1945-1965/Coopération transnationale des partis démocrates-chrétiens en Europe. Documents 1945-1965*, Saur, München, 2004.
2. Vgl. M. GEHLER, W. KAISER, H. WOHNOUT (Hrsg.), *Christdemokratie in Europa im 20. Jahrhundert*, Böhlau, Wien/Köln, 2001 sowie W. KAISER, H. WOHNOUT (Hrsg.), *Political Catholicism in Europe 1918-1945*, Routledge, London, 2004 und M. GEHLER, W. KAISER (Hrsg.), *Christian Democracy in Europe since 1945*, Routledge, London, 2004.

che des Vatikans dominierten die primär von konservativ-katholischen Aristokraten geprägten Aktivitäten des politischen Katholizismus um die Jahrhundertwende. Erst zur Mitte der 1920er Jahre entwickelte sich – im Wesentlichen auf Betreiben Luigi Sturzos und der Partito Popolare Italiano – eine engere christdemokratische Parteienkooperation in Europa, die im Jahr 1925 zur Gründung des Secrétariat International des Partis d’Inspiration Chrétienne (SIPDIC) führte. Die in diesem Rahmen etablierten Kooperationsstrukturen wurden nicht zuletzt durch eine veränderte Haltung der katholischen Kirche befördert, die in zunehmendem Maße begann, der parlamentarischen Demokratie positiver entgegenzutreten. Die in den 1920er Jahren aufgebauten Kontakte dienten primär dem allgemeinen Meinungsaustausch über (universelle) christdemokratische Ideen und führten zu einer stärkeren Sensibilisierung für die Politikkonzepte moderner Demokratie. Konkrete Forderungen im Hinblick auf die politische oder wirtschaftliche Integration des europäischen Kontinents wurden hier jedoch (noch) nicht verfolgt.

Der Nationalsozialismus erschütterte in den 1930er und 1940er Jahren die bis dahin etablierten Formen demokratischer Parteienkooperation in Europa in ihren Grundfesten. Nicht nur in der sozialistischen bzw. sozialdemokratischen Arbeiterbewegung, sondern auch unter den Christdemokraten erwiesen sich in den folgenden Jahren ambitionierte Kooperationsbemühungen kaum realisierbar. Trotz begrenzter Artikulationsmöglichkeiten gewann der Europagedanke aber in den Exil- und Widerstandskreisen zunehmend an Bedeutung. Angesichts der fast allerorten in Europa erfahrbaren Schrecken von Diktatur und Krieg plädierten die christdemokratischen Parteien mit Nachdruck für neue Formen multilateraler Friedenssicherung. Nach dem Zweiten Weltkrieg kam vor allem dem informellen Genfer Kreis und der institutionalisierten Zusammenarbeit in den Nouvelles Equipes Internationales (NEI) eine wichtige Rolle zu. Gemeinsamer Bezugspunkt der hier versammelten Persönlichkeiten war einerseits die erkannte Notwendigkeit, beim politischen und wirtschaftlichen Wiederaufbau Zentraleuropas zu kooperieren, andererseits die perzipierte Bedrohung durch den Kommunismus. Die befürchtete Konkurrenz durch die Zusammenarbeit sozialistischer und liberaler Parteien leistete ihr Übriges, christdemokratische Kooperationsanstrengungen zu forcieren. Formal konstituierten sie sich die Nouvelles Equipes Internationales 1947 auf einem Kongress bei Lüttich. In variierender Organisationsstruktur hatten die NEI bis in das Jahr 1965 Bestand, als mit der Gründung der Europäischen Union Christlicher Demokraten (EUCD) und der Verlegung des Sekretariats von Rom nach Brüssel eine organisatorische Reform einleitete wurde.

Parallel zur Annäherung nationaler Parteien in den Nouvelles Equipes Internationales trafen sich seit 1947 in der Schweiz auch einzelne christdemokratische Politiker zu informellen Treffen. An diesen Genfer Gesprächen, die vor allem im Vorfeld von Viermächte-Konferenzen und Außenministertreffen stattfanden, nahmen zahlreiche hochrangige Politiker teil – häufig Regierungschefs und Minister wie Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi oder Robert Schuman. Die Unterredungen spielten anfänglich eine wichtigere Rolle als die Treffen der NEI, da hier so sensible Themen wie eine supranationale Kooperation vertraulich erörtert wurden. In den 1950er Jahren ging das Interesse an den Genfer Sitzungen jedoch zurück; zur Mitte

des Jahrzehnts wurden die Gespräche eingestellt. Kaiser belegt in diesem Kontext, dass die Initiative zum Schumanplan und der Beschluss zur EKGS zu einem erheblichen Teil von den hier – zum Teil aber auch den bereits früher – etablierten Kontakten und Netzwerken profitierte, da in diesen Netzwerken Verständnis für anders gelagerte nationale Traditionen geweckt, Vertrauen geschafft und der Ansatz zu einer europaweiten Diskussion über die Ausgestaltung des Integrationsprozesses ermöglicht wurde. Zugleich argumentiert Kaiser, der auch mit einigen Grundlagenarbeiten zur britischen Europapolitik hervorgetreten ist, überzeugend, dass der kulturell (und religiös) geprägte christdemokratische Konsens der europäischen Gründerväter erheblich dazu beigetragen habe, dass Großbritanniens Sonderrolle – außerhalb der Gemeinschaft – in diesen Jahren zementiert wurde.

Im achten und letzten Kapitel seiner Darstellung geht Kaiser auf die Schwierigkeiten und den Einflussverlust der Parteien des christdemokratischen Spektrums nach den Römischen Verträgen ein, die im Wesentlichen auf eine anhaltende Säkularisierung, einen verstärkten Parteienwettbewerb und soziale Veränderungen in den west-europäischen Staaten zurückgeführt werden. Zugleich wurden aber seit den 1970er Jahren seitens der christdemokratischen Parteien auch die Anstrengungen verstärkt, die transnationale Parteienkooperation zu vertiefen, was im April 1976 seinen Ausdruck in der Gründung der Europäischen Volkspartei (EVP) als Zusammenschluss von zwölf christdemokratischen Parteien aus sieben EG-Mitgliedstaaten fand. Die bereits bestehende Europäische Union Christlicher Demokraten wurde durch die EVP jedoch nicht abgelöst, sondern existierte als gesamteuropäisches Forum für den Austausch christdemokratischer Parteien weiter. Anfang der 1990er Jahre unter im Wesentlichen auf Betreiben der deutschen CDU unter dem Motto „Towards the Majority“ ein umfangreicher Integrationsprozess eingeleitet, der nunmehr auch konservative Parteien aus West- und Osteuropa einbezog und u.a. dazu führte, dass die EVP im Europäischen Parlament bis heute die mit Abstand stärkste Fraktion stellt.

Den umfangreichen, hier nur ausschnittartig skizzierten Interpretationsofferten in Kaisers Darstellung ist leider kein analytisches Fazit angefügt, das die wichtigsten Ergebnisse systematisch zusammenfasst. Dieser Verzicht sollte jedoch nicht den Blick auf die zahlreichen inhaltlichen und konzeptionellen Erträge der Studie versperren, von denen im Folgenden fünf zentrale Problemkreise knapp gesondert beleuchtet werden:

1) Die Untersuchung leistet sowohl in diachroner als auch in synchroner Perspektive einen in dieser Form bisher nicht existenten Vergleich christdemokratischer Parteien in Europa. Die Längsschnittperspektive von rund 150 Jahren europäischer Geschichte ermöglicht ebenso wie der Rekurs auf einzelnen Parteien der sechs Gründerstaaten der Montanunion eine komparatistische Betrachtung der christdemokratischen Parteienfamilie, die auch die britischen Konservativen einbezieht. Entsprechende Vergleiche werden in der Studie zwar nicht explizit und systematisch durchgeführt, im Zuge der Darstellung wird aber reichhaltiges Material für eine ganze Reihe von vergleichenden Fragestellungen geliefert. Besondere Beachtung verdienen dabei die in jüngster Zeit wieder verstärkt von der historischen Forschung ins Blick-

feld gerückten längerfristigen Kontinuitätslinien. Kaisers Darstellung trägt dieser Tendenz ebenfalls Rechnung, da sich nur rund die Hälfte des Buches auf den Zeitabschnitt nach 1945 bezieht.

2) Mit seinem umfassenden Zugang bietet Kaiser zahlreiche Interpretationsofferen für die sowohl von der historischen als auch der sozialwissenschaftlichen Forschung eingehender behandelte Frage nach Konvergenzprozessen. Seine Studie verdeutlicht, dass die christdemokratischen Parteien sehr spezifische Vorstellungen von der Einheit des europäischen Kontinents hatten, dass ihre Ideen und Konzepte dabei aber auch deutliche Gemeinsamkeiten aufwiesen. Inwieweit diese Gemeinsamkeiten letztlich zu Konvergenzprozessen der europäischen Gesellschaften und Staaten führen, ist nicht Thema des Bandes, für entsprechende Fragestellungen wird aber reichhaltiges Material geliefert.

3) Mit dem Konzept der politischen Führung („political leadership“, „entrepreneurial leadership“) greift Kaiser einen Erklärungsansatz auf, der gegenüber der bislang dominanten (neo-)funktionalistischen Sichtweise der Integrationsforschung und das auf Jean Monnet zurückgehende Konzept der Interessenkonvergenz („Interessen verbinden“) gezielt einen Kontrapunkt setzt. Kaiser betont in seiner Darstellung wiederholt die maßgebliche Rolle einzelner Politiker bei der Ausgestaltung der europäischen Einigung. Dabei wird im Sinne einer kulturalistischen Orientierung christdemokratischen Werten, Leitbildern und Ideen eine weitaus stärkere Beachtung zugesprochen, als dies bislang in der Integrationsforschung, aber auch in der allgemeinen Zeitgeschichte der Fall war. Überzeugend wird von Kaiser durch diese Akzentsetzung herausgearbeitet, dass neben den zentralen Leitmotiven „Frieden und Sicherheit“ auch die Verankerung eines christdemokratischen Wertekanons einen wichtigen Gründungsimpuls der heutigen Europäischen Union darstellte. Überraschend erscheint in diesem Zusammenhang indes, dass Kaiser, der zahlreiche ideengeschichtliche Stränge miteinander verwebt, die „Abendlanddebatte“ weitgehend ausblendet, in der sich zumindest einige der von ihm untersuchten christdemokratischen Politiker ebenfalls zu Wort gemeldet haben.

4) Einen weiteren Erklärungsansatz der europäischen Integrationsgeschichte macht Wolfram Kaiser – jenseits von intergouvernementalen Regierungsverhandlungen – in der Bedeutung von Netzwerken aus. Netzwerke sind in der Regel informeller, fluider und weniger verfestigt als Institutionen. Sie zielen auf eine Struktur interpersoneller Beziehungen und Austauschsysteme; ihre Hierarchien sind dabei aber weniger stark formalisiert. Kaiser zeigt, dass in diesem Sinne nicht nur einzelne christdemokratische Persönlichkeiten, sondern auch christdemokratische Parteien mit ihren Aktivitäten eine Art ebenenübergreifendes Netzwerk gespannt haben, dem für die Ausgestaltung der europäischen Integration grundlegende Bedeutung zugeschrieben werden kann. Von Interesse für künftige Forschungen wäre in diesem Zusammenhang, der Frage nachzugehen, inwieweit die gezeigten christdemokratischen Netzwerke von überparteilichen Netzwerkstrukturen – etwa der Europäischen Bewegung, die gemeinhin als das erste größere transnationale Netzwerk der jüngeren

europäischen Integrationsgeschichte gilt – überlagert oder durch diese überhaupt erst konstituiert wurden.

5) Schließlich leistet Wolfram Kaiser mit seiner Studie auch einen wesentlichen Beitrag zur Definition dessen, was als politischer Katholizismus sowie als christdemokratische Politik im 19. und 20. Jahrhundert überhaupt bezeichnet bzw. verstanden werden kann. Anschaulich werden dabei neben zeit- und länderspezifischen Unterschieden auch entsprechende Gemeinsamkeiten veranschaulicht, zugleich aber auch die Schwierigkeiten verdeutlicht, religiöse und politische Positionen in Einklang zu bringen. Die Schneisen, die Kaiser hier in das Dickicht einer noch unübersichtlichen Forschungslandschaft geschlagen hat, zeigen sich ebenso wie die Aufgaben, die von der Forschung künftig noch zu bewältigen sind, nicht zuletzt an dem Umstand, dass die politisch-gesellschaftlichen Diskussionen der christdemokratischen Parteienfamilie in der Studie eingehender nachgezeichnet werden können als die kirchlich-religiös inspirierten Debatten.

Zusammenfassend ist im Lichte einer Gesamtbilanz zu sagen, dass Wolfram Kaiser mit seiner Arbeit über die Christdemokratie und die Anfänge der Europäischen Union ein wichtiges, die historische Forschung ein erhebliches Stück voranbringenches Buch verfasst hat. Die Studie ist flüssig geschrieben und mit einem detaillierten Personen- und Sachindex versehen; dennoch ist sie angesichts der dichten Darstellung keine „leichte Kost“ – zumal die wissenschaftliche „Auswertung“ einzelner Ergebnisse dem Leser infolge der chronologischen Darstellung eine eingehende Lektüre abfordert. Wer diese Arbeit auf sich genommen hat, dem erschließt sich indes ein Grundlagenwerk, das veranschaulicht, wie christdemokratische Akteure, Parteien und spezifische Wertvorstellungen ineinandergriffen haben, um die europäische Integration auszustalten und der heutigen Europäischen Union ihr spezifisches Gesicht zu geben.

Perspektiven für die historische Forschung eröffnet Wolfram Kaisers Studie über den eigentlichen Gegenstand hinaus zudem in zweifacher Hinsicht: Zum einen liefert sie Impulse, vergleichbare Arbeiten für andere politische Strömungen, vorzulegen, an denen es bisher mangelt. Gerade der politische Liberalismus ist im Hinblick auf die europäische Integration bislang sträflich vernachlässigt worden. Zum anderen zeigt die Studie aber auch exemplarisch, wie die vielfach erhobene Forderung, die politisch dominierte Geschichte der europäischen Integration um eine stärkere gesellschaftliche Dimension zu ergänzen, eingelöst werden kann. Das Zusammenspiel von politischen und gesellschaftlichen Entwicklungsprozessen – unter Einbeziehung von ökonomisch-sozialen Parametern wie sie nicht zuletzt in den Arbeiten von Hartmut Kaelble bereits eingehender herausgearbeitet wurden – vermag der Integrationsgeschichte so eine neue, stärker gesellschafts- und sozialgeschichtliche Fundierung geben, die letztlich auch ihre Anknüpfungsfähigkeit an die allgemeine Geschichte erleichtert.

Jürgen Mittag
Ruhr-Universität Bochum

Michael GEHLER (Hrsg.), *Vom gemeinsamen Markt zur europäischen Unionsbildung. 50 Jahre Römische Verträge 1957-2007*, Böhlau Verlag, Wien-Köln-Weimar, 2009, 772 S. – ISBN 978-3-205-77744-1 – 69,00 €.

Der Sammelband hat einen der bedeutendsten internationalen Verträge des 20. Jahrhunderts zum Thema. Er reflektiert die historischen Grundlagen der Römischen Verträge von 1957 und diskutiert deren politische und gesellschaftliche Folgen. Darüber hinaus beleuchten die dreißig Beiträge des Buches zentrale Entwicklungsstränge der europäischen Integration bis in die Gegenwart.

Die am 9. Mai 1950 vom französischen Außenminister Robert Schuman in einer Pressekonferenz verkündete Absicht, die Kohle- und Stahlproduktion unter eine gemeinsame Oberste Aufsichtsbehörde stellen zu wollen, welche anderen europäischen Ländern zum Beitritt offen stehe, deutete der ehemalige Vize-Präsident der Europäischen Kommission Fritz Hellwig als ein „erlösendes Wort“. Damalige Ziele waren die schrittweise Beseitigung von Zöllen, der Abbau von Doppelpreissystemen, von Währungsbeschränkungen und von Frachtdiskriminierungen auf dem Gebiet von Kohle und Stahl. Wettbewerbsverzerrungen und alte Marktrivalitäten sollten damit eingeebnet und somit Initialzündungen für den weiteren Aufbau Europas geschaffen werden. Eine der dringendsten Fragen dieser Zeit konzentrierte sich darauf, welche Kompetenzen einer möglichen europäischen Organisation übertragen und welche auf nationalstaatlicher Ebene verbleiben sollten. Als Gründe für das Wagnis einer gesamteuropäischen Einigung nannte Hellwigs Kollege Hans von der Groeben:

„Optimale Arbeitsteilung zwecks Steigerung der Produktivität durch Steigerung der Absatzmöglichkeiten in einem größeren Raum, Produktion größerer Serien. Möglichkeit, technische Großprojekte zu verwirklichen (Atomenergie, Chemie, Automobilindustrie). Stetigere Entwicklung der Investitionen als Folge eines größeren Wirtschaftsgebietes. Hebung des Lebensstandards infolge der aufgezeigten Möglichkeiten“.

So wurden Mitte der 1950er Jahre Verhandlungen über eine Atom- und Wirtschaftsgemeinschaft aufgenommen. Zwar gab es insbesondere aus sozialistischen Kreisen Einwände gegen eine Konsolidierung des kapitalistischen Systems durch einen gemeinsamen europäischen Markt, weil befürchtet wurde, dass dieser Markt nationale Ausgleichs- und Gerechtigkeitsbestrebungen unterlaufen könne. Doch konnte das von Ludwig Erhard vorgebrachte funktionalistische Konzept samt Ausbau der OEEC, der Konvertibilität der Währungen, des allmählichen Abbaus der Handelshemmnisse und des weltweiten Freihandels im Rahmen des GATT als politische Alternative nicht wirklich greifen. Zudem betonte das Vorwort des Brüsseler Berichts der Delegationsleiter an die Außenminister vom 21. April 1956 die Nachteile der damaligen europäischen Wirtschaft gegenüber den USA. Gleich, ob es um die Produktionsmethoden, den Expansionsrhythmus, die ökonomische Abhängigkeit, das atomare Potenzial oder den Bereich der Forschung ging – die Defizite europäischer Wirtschaft schienen augenfällig. Deshalb fassten die Gespräche im Vorfeld der Römischen Verträge auch den Ausbau einer gemeinsamen Atomindustrie, die Erweiterung des Gemeinsamen Marktes (Zoll, Kontingentierung, Dienstleistungen, Land-

wirtschaft etc.), Energiefragen, den Luftverkehr, sowie das Post- und Fernmeldewesen ins Auge. Die allgemeine Wirtschaftspolitik betreffend sollten zur Zeit der Unterzeichnung der Römischen Verträge noch allein die nationalen Regierungen zuständig sein. Gleichzeitig sollten diese aber zu einer Koordinierung im Sinne der Errichtung eines Gemeinsamen Marktes verpflichtet werden. Gegen die Entscheidungen der Kommission sollte der Rechtsweg über den eingerichteten Europäischen Gerichtshof möglich sein. Die Römischen Verträge traten im Januar 1958 in Kraft und bildeten die Rechtsgrundlage der drei Europäischen Gemeinschaften EGKS, EURATOM und EWG wie zugleich auch den Fluchtpunkt der in dem von Michael Gehler herausgegebenen Band, dessen Themenspektrum zu Recht weit gestreut ist.

Gleich zu Beginn steht die Frage, ob die EU mehr als ein gemeinsamer Markt ist und ob Europa als gemeinsamer Erfahrungsraum gelesen werden kann. Am Ende gibt Mark Gilbert darauf eine erhellende Antwort: In seinen Augen bedeuten die Römischen Verträge den Triumph des Geistes der Kooperation über einen rein nationalen Egoismus. Doch ist dies nur das Brevier. Tatsächlich liegt mit diesem Band eine sehr vielschichtige Deutung der Verträge vor.

Zunächst erörtert das Buch die Frage nach der Öffentlichkeitsarbeit im Rahmen der verschiedenen Integrationsmaßnahmen, stellt Europabilder vor und diskutiert Identifikationsmöglichkeiten, die zwecks Überzeugungsarbeit der Bürger angeregt worden sind. Weitere Einzelaspekte in diesem Kontext sind der oft wiederholte Rekurs auf die Bedeutung der Jugend, aber auch die informellen, transatlantischen Netzwerke zu Beginn der 1950er Jahre, die ganz richtig als Weichenstellung für den Integrationsprozess interpretiert werden dürfen.

Freilich verlief dieser Prozess nicht immer reibungslos. Vor allem die Bundesrepublik musste sich auf französische Direktiven einlassen und Konzessionen an Frankreich in Bezug auf EURATOM machen. Die Rolle Deutschlands zu Beginn des Prozesses wird insgesamt als moralisch-materielle Unterstützung Frankreichs gewertet. Auch die Debatte über verschiedene Formen der Integration (sektorale *versus* horizontale) deutet auf den Kompromisslösungscharakter einiger europapolitischer Entscheidungen hin. In Deutschland waren zudem Diskrepanzen zwischen dem Triumvirat Ludwig Erhard, Konrad Adenauer und Walter Hallstein virulent. Der Durchbruch zum Gemeinsamen Markt gelang scheinbar erst durch die amerikanische Europapolitik und die Suezkrise.

Einzelne Beiträge setzen sich mit bis dato weniger berücksichtigten Fragen auseinander. So wird zum Beispiel die Rolle der französischen Automobilindustrie im Kontext des Europäisierungsprozesses eruiert, oder auch das Verhältnis Dänemarks zum Schuman-Plan. Tatsächlich schien es laut Johnny Laursen zumindest bis in das Jahr 1954 hinein ernsthafte Überlegungen Dänemarks gegeben zu haben, der EGKS beizutreten.

Interessant ist auch die Deutung der britischen Rolle, genauer: Harold Macmillans Freihandelszonen-Initiative und seine antideutschen Ressentiments. Beide Aspekte werden als Grund für den verspäteten Beitritt der Briten diskutiert. Daran knüpft auch der Beitrag über die Auseinandersetzung über den Stellenwert einer Zollunion und

einer Freihandelszone als wirtschaftspolitische Alternativen an, die im Zuge der Parallelaktion von EWG und EFTA an Brisanz gewann.

Weitere Themen des Bandes sind die oft gar nicht so einhelligen Positionen von Benelux und das Bonner Veto gegen die Gemeinsame Agrarpolitik, welches scheinbar durch falsche Lobbypolitik forciert worden ist. Den Luxemburger Kompromiss stellt der Band treffend als den Beginn einer informellen Konsens-Kultur auf europäischem Parkett vor und zeigt, dass die Mitgestaltung der Einigung durch Funktionärseliten, die oftmals keine wirklich überzeugten Europäer waren, nicht unterschätzt werden darf. Abschließend thematisiert werden Anspruch und Wirklichkeit des Gemeinsamen Marktes, das Spannungsfeld von Souveränitätsstreben, Föderalismusanspruch und europäischer Einheit sowie der Blick der SED auf den europäischen Integrationsprozess, der durch Hetze, Polemik und Zynismus geprägt, durchaus die ein oder andere treffende Pointe aufzuweisen hatte. Neben dem Rekurs auf Asien, Italien, USA und Österreich und ihrem Verständnis von Europa schließt der Band mit den Zukunftsperspektiven der EU.

Allein diese Aufzählung zeigt, wie vielschichtig das Thema Römische Verträge ist. Und es ist nur konsequent, wenn Michael Gehler und seine Autoren den 25. März 1957 horizontal wie vertikal, synchron wie diachron analysieren, ja die Verträge förmlich in Einzelteile zerlegen. Sie machen dies allesamt auf anschauliche Weise. Nicht zuletzt deshalb liegt in der Gesamtheit ein unverzichtbarer Beitrag zur Europaforschung vor. Es gilt nichtsdestotrotz allerdings zu berücksichtigen, was Mark Gilbert am Ende des Bandes zu verstehen gibt: Dass ein Historiker mehr Künstler als Fotograf ist. Er hält nichts für ewig so fest wie es sich im Augenblick des Geschehens abzeichnet, sondern malt an einem Bild der Vergangenheit. In diesem Fall ist es ein gelungenes, und ganz wie das europäische Projekt ein Triumph des Geistes der Kooperation.

Jürgen Nielsen-Sikora
Universität zu Köln

Matthieu TROUVÉ, *L'Espagne et l'Europe. De la dictature de Franco à l'Union européenne*, coll. Euroclio, Peter Lang, Bruxelles, 2008, 522 p. – ISBN 978-90-5201-459-3 – 47,90 €.

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux (1995) et agrégé d'histoire (1997), Matthieu Trouvé est l'auteur d'une thèse sur *La diplomatie espagnole face à l'Europe (1962-1986). Enjeux, stratégies et acteurs de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes*, effectuée sous la direction de Sylvie Guillaume (Université de Bordeaux-3). Ses travaux portent sur la construction européenne, l'Espagne et l'Amérique latine au XX^e siècle. Il est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux depuis le 1^{er} septembre 2008. Cet ouvrage est la publication de sa thèse, soutenue en 2004.

Le rapprochement entre l'Espagne et l'Europe est un vieux débat, que l'on peut faire remonter à la «génération de 1898» qui, lasse de l'archaïsme et des faiblesses du système politique espagnol, démontrés encore une fois lors de la défaite écrasante face aux États-Unis à Cuba, proclame le besoin d'une «homologation» européenne capable de régénérer une Espagne trop longtemps décadente. Ce débat, qui rebondit de période en période sans aboutir, notamment suite à la guerre d'Espagne, peut expliquer le consensus au moment de ce rapprochement réel, qui commence dans le dernier tiers du XX^e siècle. La démarche globale de l'auteur consiste, sur un long terme, à expliquer ce rapprochement, dont il démontre qu'il a commencé sous le franquisme, avec comme thèse que le politique commande tout, et que cet épisode a fortement servi les Espagnols à se définir eux-mêmes. Son approche chronologique commence en février 1962, date de la première approche sérieuse, jusqu'à janvier 1986 et l'entrée dans la CEE, avec une insistance toute particulière, étant donné les archives et les interviewées par l'auteur, sur les relations diplomatiques.

La première partie du volume porte sur le rapprochement et ses limites sous Franco (1957-1975). Son régime est au départ esseulé, refusé à l'ONU, et voit sa frontière avec la France fermée. Guerre froide oblige, cette situation ne dure pas, mais l'Espagne est éloignée d'entrée de l'aventure communautaire. Le pays assouplit sa politique économique, et abandonne l'autarcie en 1959, mettant en place un plan de stabilisation qui s'inspire beaucoup de celui engagé en France l'année précédente. Sous la houlette de ministres technocrates, dont Fernando Castiella mais aussi Alberto Ullastres ou Laureano López Rodó (ces deux derniers membres de l'Opus Dei), un certain libéralisme est accepté, bien qu'uniquement d'ordre économique (*desarrollismo*). La politique étrangère est ainsi «désidéologisée», avec un Franco en retrait, ce qui permet une certaine ouverture vers les organisations européennes: les exportations s'envolent, alors que l'Espagne se respectabilise (entrées successives au FMI, à la Banque mondiale, à l'OECE). Dans l'ensemble cependant, le «splendide isolement» continue, ce qui n'est pas le cas du Portugal par exemple.

Cette situation provoque des inquiétudes suite à la création du Marché commun, notamment concernant les exportations agricoles espagnoles. De fait, il y a dès lors recherche de contacts, sans pour autant qu'il y aient certaines incertitudes (on penche ainsi un temps pour la solution britannique de simple zone de libre-échange). Cette situation nourrit un débat européiste intense, entre l'opposition et une certaine frange du franquisme, entre certains acteurs confiants (grosses entreprises et milieux banquiers, fruits et légumes, vins et huile d'olive), et d'autres plus méfiants (PME, céréaliculteurs, producteurs de viande). En Europe, on a de l'Espagne une image de carte postale (le tourisme est alors en hausse) ou très politisée (s'appuyant sur les témoignages de la guerre civile ou celui des exilés, très actifs). L'AELE étant discréditée par la candidature britannique à la CEE de 1961, l'Espagne se tourne alors vers les Six, qui sont en train de mettre en place la PAC. Le gouvernement espagnol pense alors demander l'association, en vertu de l'article 238 du Traité de Rome. Dans cette optique, il joue la carte de Paris (lettre adressée par Fernando Maria Castiella à Maurice Couve de Murville dès le 9 février 1962). Du côté des Six, cette demande amène à une première réflexion sur les conditions d'entrée à imposer, à une doctrine

la plus stricte possible, alors que les Espagnols pensent que leur activisme suffira à obtenir gain de cause. Ces réactions diverses vont dans le sens de la politisation d'une demande espagnole que d'aucuns commencent à trouver gênante, ce qui débouche sur un simple accusé de réception.

Dans les pays de la CEE, certaines associations s'emparent du sujet, notamment le Mouvement européen dans sa réunion de Munich des 5 et 6 juin 1962, qui devait au départ ne traiter que de la CPE. L'opposition est sans appel. Les participants espagnols à cette réunion seront d'ailleurs inquiétés à leur retour, ce qui accentue l'image répressive du régime (exécution de Julian Grimau le 20 juin 1963). Ainsi, subrepticement, la démocratisation apparaît comme la solution, même si les autorités espagnoles font semblant de ne pas se rendre compte de cette idée. Elles tiennent cependant compte de ces réticences inattendues en relançant le débat, à travers une lettre du 14 février 1964, moins précise, plus technique, appelant à des conversations exploratoires avec la CEE. Cette dernière débouche cette fois-ci sur une ouverture des négociations (2 juin), qui n'aborderont pas la question de «l'association». Madrid tient à ces négociations, et le démontre en créant une mission auprès de la CEE avec Alberto Ullastres à sa tête. Parallèlement, le remaniement ministériel de juillet 1965 va dans un sens plus libéral, que semblent cautionner les visites successives de Konrad Adenauer et de Jean-Jacques Servan-Schreiber en Espagne. Les liens commerciaux sont de plus en plus forts, notamment avec la RFA: tous les chiffres sont en hausse dans les années 60, qu'ils concernent l'émigration, le tourisme ou les investissements étrangers.

Cette situation débouche sur l'accord préférentiel du 29 juin 1970 signé entre la CEE et l'Espagne (Luxembourg), volontairement déséquilibré au profit de cette dernière. Par cet accord, la quasi-totalité des produits industriels espagnols verront le tarif douanier en direction de la CEE baisser jusqu'à 70%; la baisse concerne également une partie des produits agricoles. Cet abaissement des tarifs concerne également l'Espagne, mais il est bien moindre, bien qu'il s'accompagne d'une hausse des achats préférentiels à la CEE, notamment pour le lait et les produits laitiers. Cela dit, cet accord est strictement économique, et ne peut aller plus loin (d'autres pays associés, comme la Turquie ou la Grèce, ont obtenu plus en comparaison). Cependant, l'accord consolide une tendance observée auparavant, qui relie toujours plus l'Espagne à la CEE. Il est un fait que l'élargissement de 1973 affecte ce bel ensemble, alors que l'Espagne entre de nouveau dans une sorte de «quarantaine politique», d'autant plus que la santé de Franco décline. Le «*tardofranquismo*» (Javier Tusell) semble enchaîner le régime à la répression, suite au procès de Burgos et à l'assassinat de Luis Carrero Blanco. On ne sait alors pas grand-chose du jeune Juan Carlos, de plus en plus associé au pouvoir. De son côté, l'opposition n'est pas vraiment unie, même au sein du régime (groupe Tàcito). Continuer l'intégration à l'Europe semble cependant une solution pour tous. La répression accélérée à la fin de l'année 1975 provoque cependant une rupture avec la CEE, et une suspension de l'accord de 1970.

La deuxième partie porte sur la transition vers la démocratie (1975-1982). Juan Carlos est nommé roi à la mort de Franco, mais n'est cependant pas chef de

gouvernement, poste laissé au fidèle Carlos Arias Navarro. Celui-ci se retire néanmoins quelques mois plus tard et Adolfo Suárez le remplace. Ce dernier se rend à Paris, où on lui signifie froidement que l'entrée dans la CEE n'est absolument pas envisageable dans l'immédiat. La priorité va du coup à la réforme politique de l'Espagne, commençant par l'amnistie, la légalisation des partis politiques et des libertés essentielles. Tout se fait de la loi à la loi, sans heurts et de manière consensuelle. La victoire, lors des premières élections en 1977 (les premières depuis 1936), revient à l'UCD (Union du Centre Démocratique) de Leopoldo Calvo-Sotelo, qui vient d'être créé. L'élaboration de la nouvelle constitution peut alors commencer et est approuvée par référendum l'année suivante. En matière de politique étrangère, la France est très présente, et pose déjà des problèmes dans les secteurs sensibles que sont l'ETA et les fruits et légumes. Il s'agit donc de procéder avec prudence: le ministre des Affaires étrangères Marcelino Oreja poursuit la politique franquiste de rapprochement avec l'Occident, avec le soutien de l'opinion, qui aboutit dans un premier temps à l'adhésion au Conseil de l'Europe (24 novembre 1977). Auparavant, une candidature a été déposée auprès de la CEE le 28 juillet, alors qu'une constitution démocratique n'a même pas encore été adoptée dans le pays!

Cette précipitation s'explique peut-être par le fait que l'Espagne n'est pas seule à faire une demande. Valéry Giscard d'Estaing est dans un premier temps enchanté de «parrainer» cette candidature, même si de plus en plus de voix se font entendre en France pour la critiquer. Suárez entame alors un voyage «promotionnel» en 1977, dans une ambiance euphorique, puisqu'on pense que l'entrée se fera dans les deux-trois ans. La Commission annonce pourtant assez vite que de nombreuses «précautions» seront à prendre (avis du 29 novembre 1978). Les Espagnols se préparent alors pour la négociation, en créant en février 1978 un «M. Europe» (L. Calvo-Sotelo, ministre des relations avec les CE), qui va largement empiéter sur les compétences du ministère des Affaires étrangères. Les négociations mettent cependant du temps à débuter, avec des Français d'emblée très réticents. Le consensus espagnol est pourtant fort, l'auteur parlant même d'une «technique du consensus», utilisée par les négociateurs espagnols, qui permet de peser sur les partenaires en orchestrant ce consensus. Il ne faut pas oublier la peur d'un retour en arrière lors de la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 (le fameux «23 F»), qui va jouer un rôle au cours de ces négociations. L'Europe représente donc de plus en plus ouvertement un aboutissement, économique et politique, pour les Espagnols. Les négociations traînant, ce sentiment positif s'estompe peu à peu, et se transforme en rancœur, surtout contre les Français. En tout cas, l'UCD peut jouir d'une véritable «union sacrée», alors que les rapports Cortès-Parlement européen sont fructueux, et que l'Espagnol José María de Areilza est élu président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1981).

Dans ce débat, seul l'OTAN ne rassemble pas tous les Espagnols. Ces derniers, largement solliciteurs en matière européenne, comprennent d'emblée l'importance du lobbying pour se faire entendre, notamment les régions qui ont gagné de larges pans d'autonomie. Cela dit, les négociations à l'échelle nationale ne commencent vraiment qu'en septembre 1979, et s'avèrent d'abord être une «affaire franco-

espagnole». De gros problèmes sont possés par la pêche ou par les fruits et légumes, à une époque de récession, du problème agro-budgétaire européen et de celui du «chèque» britannique. Le discours retentissant de Giscard du 5 juin 1980, appelant à une «pause», est dénoncé comme un «*giscardazo*», consistant à temporiser et à repousser la seconde candidature pour un temps indéfini. De fait, une paralysie des négociations s'installe, tous les partis en France s'accordant plus ou moins à ce sujet, sans parler des syndicats agricoles. L'Italie n'est pas en reste, alors que la Grande-Bretagne soulève le problème de Gibraltar et critique la position de neutralité de l'Espagne au moment de la guerre des Malouines. L'Irlande, elle, a peur pour ses subventions. Dans le fond, seule la RFA soutient sans faille l'entrée des Espagnols. Le putsch manqué va relancer les discussions; quant à l'entrée dans l'OTAN, le 30 mai 1982, elle ne se fait pas dans le consensus, mais les acteurs politiques espagnols se rendent compte qu'ils peuvent se servir de ce dossier comme levier dans les discussions avec la CEE.

La troisième et dernière partie porte sur l'aboutissement des négociations (1982-1986). Les socialistes parviennent au pouvoir en 1982 (une première depuis 1936). Trois noms sont dès lors à retenir: Felipe González, Alfonso Guerra et Manuel Marín. On assiste avec eux à une véritable «présidentialisation» de la question européenne, qui la place sans ambiguïté dans le cœur de l'action politique du gouvernement. Le PSOE a abandonné le marxisme en 1979 et s'est rapproché de la social-démocratie: le cap européen est donc maintenu, mais on parle toujours d'un référendum sur l'OTAN. Les socialistes souhaitent sortir des considérations techniques pour rappeler la portée politique de l'événement. Dès lors, des hauts fonctionnaires vont être associés à l'entreprise, ceux que l'on va appeler les «magnifiques», dont Carlos Westendorp. Les dossiers n'avancent toujours pas, alors que le nouveau président français, François Mitterrand, connaît mal l'Espagne (la première rencontre officielle avec González date de décembre 1983!). Cependant, l'arrivée de Roland Dumas aux Affaires européennes, en décembre 1983, donne un nouveau départ du côté français. Les Espagnols qui se montrent très déterminés, font de l'adhésion à la CEE une «affaire d'Etat», de même que le roi. Les négociations doivent obéir à l'équilibre, la progressivité et la réciprocité, mais on comprend vite qu'il faudra faire des concessions face à l'hostilité française. On assiste alors à un «dégel psychologique» à partir de la mise en place de séminaires franco-espagnols dès 1983. La France, qui préside la CEE au premier semestre 1984, insiste alors sur la nécessité d'avancer: une première extradition d'*etarras* vers l'Espagne est effectuée le 23 septembre 1984. Dans le même temps cependant, des camions espagnols continuent à être attaqués dans le Sud-Ouest. González fait alors montrer d'une «ambiguïté calculée» à propos de l'OTAN, dont il a compris qu'elle était une porte d'entrée vers la CEE (penser au discours de Mitterrand sur les euromissiles à la même époque). Le maintien est ainsi monnayé par le Premier ministre espagnol. Certes, des difficultés persistent, notamment sur les questions agricoles, le vin, l'huile d'olive ou la pêche (incident militaire du 7 mars 1984), mais l'obtention des PIM contribue à calmer les agriculteurs méditerranéens inquiets de l'entrée de l'Espagne.

Le dernier chapitre des négociations est de fait conclu le 29 mars 1985, alors qu'un accord a été trouvé avec les Anglais sur Gibraltar (27 novembre 1984). Les Italiens débloquent eux aussi les négociations. Enfin, «les Pyrénées ne sont plus une frontière» suite à la signature du traité le 12 juin 1985, jour gâché en Espagne par des attentats de l'ETA. C'est une «intégration effective différée» avec de nombreuses mesures transitoires (l'intégration totale ne sera un fait que le 1^{er} janvier 1996!). Le processus de normalisation de l'Espagne prend alors fin après le référendum positif sur l'OTAN (mars 1986).

Ainsi, on peut dire que le rapprochement initié par Franco a eu son importance. Parallèlement, il est un fait que les Espagnols se sont lancés dans les négociations de manière un peu précipitée, le consensus en la matière, réel, ayant peut-être masqué certaines difficultés. Quant aux socialistes, ils n'ont pas tout fait, mais ont indéniablement accéléré le processus de manière décisive.

L'épilogue fait un bref aperçu de la normalisation induite par l'entrée dans la CEE avec, par exemple, l'institution de la TVA (2 août 1985), mais également les bénéfices que l'Espagne a tiré de l'adhésion, avec le doublement des fonds structurels en 1988 et la création d'un Fonds de cohésion en décembre 1992. Il y a donc des retombées positives qui entraînent toujours plus l'Espagne dans le jeu de l'Europe, puisque cette dernière joue le jeu de l'Europe politique (UEO en 1990, Schengen) et de l'Europe économique (UEM, zone euro). L'intégration européenne légitime l'Espagne aux yeux du monde, et lui facilite des victoires de prestige au point de vue diplomatique (conférence de Madrid, exposition universelle de Séville, Jeux Olympiques de Barcelone). Cette situation n'empêche pas le pays de vouloir peser sur les destinées de l'Europe, ce qui se traduit par la position plus acerbe de José María Aznar à Amsterdam et Nice, qui vise à conserver une place et à donner un statut plus importants au sein de l'Union européen à l'Espagne. L'auteur termine en présentant certains des grands acteurs espagnols de l'Europe, démontrant l'implication de ce pays dans les affaires européennes, à tous les niveaux (Manuel Marín, Abel Matutes, Loyola de Palacio, Enrique Barón Crespo, Josep Borrell et José María Gil Robles ou, bien sûr, Javier Solana). Rappelons que Felipe González a été désigné à Bruxelles, en décembre 2007, président du «groupe de réflexion sur le futur de l'Europe», et en tant que tel doit remettre un rapport en juin 2010). Manière de plus que l'Espagne continuera à associer son sort à une Europe à laquelle elle ne veut plus tourner le dos.

*Bertrand Vayssiére
Maître de conférences à l'Université Toulouse II - Le Mirail*

François FORET, *Légitimer l'Europe. Pouvoir et symbolique à l'ère de la gouvernance*, Sciences Po., Les Presses, Paris, 2008, 290 p., ISBN 978-2-7246-1081-9, 25,00 €.

L'auteur est directeur des recherches politiques de l'Institut d'Etudes européennes au Cevipol à l'Université libre de Bruxelles, auteur de nombreuses contributions d'anthropologie politique appliquée à la construction européenne.

Dans cet ouvrage, il parle de «l'ambition et l'échec d'une remise en ordre» concernant en particulier le renforcement de la légitimité de l'UE avec les récents avatars constitutionnels. Il est un fait que la symbolique est à la base de cette entreprise de légitimation, à mi-chemin entre information et émotions. Or, elle a longtemps été sous-estimée dans le cadre de la construction européenne, aussi bien de la part des praticiens que des théoriciens de l'Europe. C'est pourtant un enjeu de pouvoir, un processus de socialisation, de justification et de mobilisation qui peut servir à «légitimer l'Europe» suivant l'axiome, repris par l'auteur, «gouverner, c'est paraître» (Jean-Marie Cotteret). Il faut rappeler un cas particulier concernant l'UE: les grilles d'interprétation du symbole européen restent nationales (changement «européen» d'un côté, tradition «nationale» de l'autre). De fait, les constructeurs de l'Europe ont une volonté de «nation-building» dans leur entreprise, mais en cachent l'ambition (dont l'absence est même soigneusement mise en scène). Cela dit, il faut tenir compte d'un fait lourd: tout pouvoir est vertical et «fait centre». Cette vérité est difficile à assumer de nos jours, et même à l'échelle nationale, où les liens traditionnels se défont au profit de l'individu. L'UE n'est donc pas seule en jeu dans cette remise à plat du paysage politique et symbolique des Européens.

Le premier chapitre part du concept d'«Europe des projets», lié au pragmatisme et au fonctionnement institutionnel qui ont fait l'Europe, et où les aspects économiques jouent un rôle important. Les tentations de la rationalisation, qui ont accompagné cette démarche «logique» et «auto-entretenue» dès le départ (fonctionnalistes, néo-fonctionnalistes), sont aujourd'hui peu crédibles, où les luttes politiques et les rapports de force autour de l'économie reviennent en scène de manière très vive, dans le même temps où les apports de l'UE aux citoyens semblent abstraits ou indirects. Il est un fait que la redistribution à l'échelle de l'UE est territoriale, puisque les Etats n'ont cessé d'être les intermédiaires dans cette histoire de la construction européenne (emplois, infrastructures). L'UE est d'abord et avant tout une force régulatrice qui s'exprime par la normalisation: c'est l'ère post-nationale, où s'impose la figure de l'expert. Or, le citoyen ne se retrouve pas dans cet univers dépolitisé, où le processus de décision est toujours plus complexe. Le problème est d'abord celui d'un pouvoir illisible et d'autant moins légitime, puisqu'il est fondé sur la neutralité et la recherche du compromis. On note ainsi l'absence d'une dimension politique et historique dont le seul moteur n'a jamais cessé d'être celui du citoyen, singulièrement mis de côté. Dans cette perspective, c'est le rapport au pouvoir des Européens qu'il faut changer.

Intermédiaire indispensable, la communication, fait l'objet d'un deuxième chapitre. Celle-ci est d'autant plus primordiale à une époque où les formes de légitimation du passé ont disparu et que toute collectivité est fondée sur l'adhésion, qu'il faut en permanence renégocier. Difficile dans un monde en mouvement perpétuel, difficile aussi car l'individu n'est pas «Européen», il reste d'abord national. Les formes d'appartenance définies par Gellner ou Anderson sont donc toujours vraies, même s'il faut y ajouter les thèses plus récentes du «transactionnalisme», une forme de constructivisme où les interactions sociales et économiques peuvent elles aussi déboucher sur une forme d'intégration des sociétés européennes. Or, l'UE ne communique pas en priorité avec les citoyens, mais d'abord avec leurs gouvernements. Les allégeances n'aboutiront pas ainsi sans grand projet politique, ce que ne sous-tend pas la recherche perpétuelle du compromis. En ce sens, les élites ne jouent pas leur rôle, alors que l'idée d'Europe a toujours plus été un contenant qu'un contenu. C'est une idée politique, culturelle, économique, mais pas vraiment associée au concept de société. C'est une transcendance, une mystique avec laquelle on ne peut être que pour ou contre, une idée séductrice ou repoussante, mais pas une matrice identitaire. Quelle réponse des autorités européennes? Fragmentaire et élitiste en ce qui concerne l'aspect culturel, comme le montre par exemple le choix des capitales européennes; partielle depuis le Traité de Maastricht, où l'intérêt porte plus sur les réalisations du passé que sur les manifestations du présent. Des programmes d'échanges existent, mais pas des programmes scolaires. L'auteur montre d'ailleurs combien la socialisation voulue par Erasmus n'est pas forcément celle que l'on attend, et que le recrutement reste confidentiel (pp.75-76); il signale également les «ratés» de l'audiovisuel (Eurikon, Europa TV) qui ont abouti à des coproductions et des échanges, mais qui restent marqués par les mécanismes de l'économie plus que par une logique de construction d'identité (exception d'Arte). De leur côté, le football et l'Eurovision réactivent plus les appartenances nationales que le renforcement d'une identité européenne.

De fait comment «incarner» l'Europe? Le troisième chapitre s'intéresse à la question en commençant par le problème du protocole et des fonctions «européennes». En premier lieu, les acteurs eux-mêmes: les commissaires restent des «entrepreneurs supranationaux informels», dont la légitimation repose d'abord sur les idées et l'information, et dont le registre est la persuasion. Ceux-ci n'ont cependant pas l'onction du suffrage ni de capacités de coercition, alors que leur président jouit d'une assez faible visibilité. Certes, celui-ci est amené à être élu avec le processus de Lisbonne, et le nombre des commissaires devrait diminuer, instaurant des liens moins forts avec les Etats, mais il reste du travail. Autre figure, le député européen est quant à lui d'abord représentant des Etats et non d'un «peuple européen». Certes, là aussi, Lisbonne peut amener des clarifications: on parlera de «représentants des citoyens de l'Union» et l'harmonisation du régime des rémunérations devrait amener un début de clarification. Cela dit, beaucoup d'eurodéputés restent de second choix (exceptions comme Daniel Cohn-Bendit) dans une configuration où l'Européen n'a pas toujours quelque chose à demander à l'Europe, mais d'abord aux élus locaux ou aux ministères. L'absence de bipolarisation droite-gauche et donc de dramatisation est

rédhibitoire, de même que la nécessité de la traduction, qui prive des ressources de l'éloquence au sein de l'hémicycle strasbourgeois, attirant peu médias et citoyens.

Enfin, le fonctionnaire européen est souvent réduit au mystérieux néologisme «eurocrate». On en compte aujourd'hui près de 30.000, pas forcément facilement abordables («l'Europe n'a pas de guichet»), et dont la compétence est parfois mise en doute du fait de l'existence de «postes à drapeaux». Dans le cas de ces fonctionnaires, on note parallèlement l'importance de l'expérience personnelle comme le plurilinguisme, mais aussi la perte de la «vocation», si déterminante dans les premiers temps de la construction européenne: le fonctionnaire aujourd'hui n'est plus mu par l'idéal de paix et de démocratie, et défend un «supranationalisme tempéré». Il y a donc au total un «défaut d'incarnation», ce qui se voit déjà dans la mise en scène du pouvoir européen (protocole), «l'ordre symbolique exprimant l'ordre politique»: pas de codification stricte à Bruxelles, pas de texte juridique pour fixer l'ordre des préséances au niveau communautaire (exemple des «photos de famille» des Conseils européens, soumises à un ordre aléatoire). Le registre symbolique est pauvre, privé des honneurs militaires ou des remises de décoration dont jouent les différents protocoles nationaux. Au total, l'auteur met en avant la secondarité du protocole communautaire par rapport aux allégeances nationales (que l'on se rappelle la brouille de Gaulle/Hallstein à ce propos, au cœur de la crise de la chaise vide). Tout cela est peut-être le dérivé du processus d'engrenage défini au départ, mais qui atteint ses limites avec la dénonciation du «déficit démocratique». Le protocole n'est pas neutre, car il a aussi une fonction anthropologique, et s'avère être un processus de régulation sociale.

Le quatrième chapitre se focalise sur l'étude du discours et de la rhétorique institutionnelle. On ne doit pas oublier que les grands discours sur l'Europe sont d'abord le fait de grands dirigeants nationaux (Winston Churchill à Zurich, François Mitterrand au Bundestag, Margaret Thatcher à Bruges, Joschka Fischer à Berlin). De fait, comment communiquent les institutions européennes? Foret s'est intéressé au «Livre blanc sur la gouvernance européenne» et aux publications de la Commission à destination du grand public pour répondre à cette question. Il est difficile, dans un univers où les compétences sont éclatées, de tenir un discours performatif: personne, dans le cadre communautaire, n'en a la capacité politique ni juridique. Sans majorité, on ne peut que tenir des déclarations d'intention. De même, le rapport au temps enlève pas mal d'affectif, puisqu'on se situe en priorité dans le présent, et tourné vers l'avenir. De manière générale, la question de la légitimité ne se pose pas, l'UE se repliant sur le système organisationnel et son mode de fonctionnement (gouvernance). La question des valeurs est évacuée au profit d'absolus comme le libre-échange; il n'y a pas plus de justification puisque tout dérive du bon sens, de l'évidence et de l'action (suivant le schéma d'un Jean Monnet), d'où le caractère bureaucratique d'une communication axée sur le compromis. On est loin des basiques du langage politique!

Sur le contenu, l'auteur note l'absence remarquée des «citoyens» et de «l'opinion publique» au profit du «public» (éloignement du modèle participatif), la prégnance du mode passif dans la conjugaison des verbes; enfin, la surreprésentation de la

«société civile», qui n'est pas à la base de la démocratie représentative, mais qui se réfère d'abord aux instances de représentation organisées plutôt qu'au corps social dans son entier. Le recours fréquent à des mots «magiques» comme «acquis communautaire» ou «transparence», et l'effacement de vocables tabous comme «fédéralisme» ou «constitution» est une autre constante, vérifiant la disparition des mots d'ordre basiques de la légitimité politique. Ainsi, la mise en avant de l'expertise court-circuite le politique (rationalité, efficacité) et légitime l'europeanisation du dossier. On note l'accentuation du discours de coordination plutôt que celui de communication, ce qui est le propre des «systèmes politiques composés» comme celui des Etats fédéraux (voir le cas du lobbying), dans le même temps où le fédéralisme n'est pas présenté comme une alternative crédible.

Le cinquième chapitre porte précisément sur l'étude des rituels. Il est un fait que les symboles de l'Europe ont fait les frais des «non» à la Constitution. Par ailleurs, existe-t-il un répertoire *ad hoc* depuis les élections de 1979? Premier constat à ce propos: l'existence de 26 règles électorales différentes, et un scrutin sur plusieurs jours cassent l'unité de ce moment politique et rituel de communion dans le politique. Il n'y a ainsi pas d'«humiliation rituelle des grands» comme dans chaque élection, car l'onction par les gouvernés est réellement secondaire dans ce cas de figure. Le prisme national reste déterminant, et entraîne pour les élections européennes une faible ritualisation ainsi que peu de ressources symboliques («élections de second rang»). Autre rituel: la fête. Celle de l'Europe ne jouit pas de l'assistance officielle, n'est pas fériée, et se révèle plus une célébration de l'idée que de l'Europe politique. Il lui manque un centre. Constat approchant pour l'hymne: l'air choisi dérive d'un tropisme élitaire, universel plutôt que proprement «européen» (même la Rhodésie a pu un temps récupérer l'air sans que l'on n'y puisse rien), alors que le texte de Friedrich Schiller a été écarté, et ne peut donc être repris en chœur. Pour l'image, il s'agirait de «donner à voir l'Europe». Difficile car celle-ci n'a pas d'existence concrète, d'où le recours fréquent au dessin et à la subjectivité de l'auteur. Pas d'«hexagone», puisque l'espace est incertain et en mouvement perpétuel, pas de vivier de personnages historiques «conformes» (pas plus que les acteurs européens). Ce sont du coup les étoiles qui font consensus. Au point de vue institutionnel, la Commission a tendance à privilégier l'esprit de corps, ce qui risque d'amener à un hermétisme favorisant tous les fantasmes; quant aux Conseils des ministres et européens, ils sont d'abord l'incarnation de dynamiques nationales. Que faire des stéréotypes, instruments primaires de connaissance de l'autre? Ceux-ci sont à double face (voir la figure du Polonais) et en évolution constante. On ne peut pas compter sur eux pour évoquer un sentiment d'appartenance, surtout dans un univers présenté comme rationnel.

Le sixième chapitre porte sur le drapeau, processus absolu d'encodage social et culturel, objectivation par excellence d'un projet collectif. «L'objet est fait pour être vu», suscitant identification et engagement, se révélant un instrument nécessaire, comme le montre le statut des bateaux sans pavillon dans le droit de la mer. Or, le drapeau européen est enregistré comme symbole d'une organisation internationale et non d'un Etat auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Le

choix du bleu s'explique par l'attrance pour cette couleur de la majorité des Européens (avec les présupposés religieux du bleu «marial»); le 12 a une portée symbolique (signes du zodiaque, travaux d'Hercule, apôtres, fils de Jacob, mois de l'année). On peut voir que traditions antiques et chrétiennes se renforcent. Or, il ne faut pas oublier que le temps symbolique est a-historique, ce dont doit tenir compte l'art vexillaire. Le 12 a pour lui la continuité, la stabilité au-delà des changements dus à l'élargissement, socle idéal d'une «destinée manifeste» qui provient tout droit du chaos de 39-45. Du coup, il s'agit de traduire une volonté à l'œuvre. Cependant, l'Europe reste un «Etat faible», et la société civile européenne n'est pas plus forte, ce qui amène une certaine décontraction à l'égard des symboles, dont le drapeau fait partie. Ce n'est pas un signe sacralisé, mais plutôt un instrument de communication et de droit, sans compter qu'il n'y a pas dans ce cas de figure «d'école du drapeau» non plus, l'armée européenne relevant encore du voeu pieux. Certes, il y a eu des morts en ex-Yougoslavie, mais est-on bien dans la logique définie par Ernest Kantorowicz pour la patrie? Finalement, cet emblème manque d'ennemis et se révèle trop sage pour une instrumentalisation belliqueuse. Doit-on s'en alarmer ou s'en féliciter?

Le septième chapitre s'intéresse enfin à l'euro, partant du principe que la monnaie a un rôle social (Georg Simmel), et que l'autorité en charge de sa gestion et de son usage détient une fonction politique et symbolique très forte. Que penser de la valeur autoréférentielle de la monnaie, comme celle que préfigure l'ordo-libéralisme allemand, faisant de la stabilité monétaire un impératif supérieur en lui-même? Les statuts de la BCE semblent traduire cela, où la banque paraît être une gardienne indépendante du pacte social. Il est pourtant un fait que la monnaie doit traduire une communauté de destin en même temps qu'être un indicateur de puissance. Or, le terme «euro» traduit avant tout le refus d'appellations trop chargées d'histoire: il y a exigence d'unité en même temps qu'un parti pris de neutralité. L'imagerie monétaire montre cette difficulté de l'Europe à s'emblématiser: il n'y a pas sur les billets de lieux identifiés, le seul sens visible étant une survalorisation de la modernité. Il ne faut pas non plus oublier que, sur les pièces, l'espace européen représenté exclut les nouveaux adhérents, qui peuvent d'autant plus se considérer comme victimes d'une Europe à deux vitesses. On a ainsi un refuge dans l'abstraction, même si le symbole de l'euro concurrence de plus en plus les douze étoiles, ce qui démontre que l'action publique a eu des résultats positifs.

L'étude de François Foret est passionnante, et permet un regard renouvelé, non pas sur la construction européenne elle-même, mais sur la façon dont elle est appréhendée. Le chemin restant à faire en paraît d'autant plus long, et incline à la modestie, qui n'est pas forcément un aveu de faiblesse, mais l'occasion d'un second départ de l'idéal européen.

Bertrand Vayssiére
Maître de conférences à l'Université Toulouse II - Le Mirail

İhsan YILMAZ BAYRAKTARLI, *Die Türkei im Umbruch. Schrift und Sprache als nationalistisches Politikum in der türkischen Revolution*, Verlag H.J. Maurer, Frankfurt-am-Main, 2009, 375 S. – ISBN 978-3-929345-55-1 – 39,90 €.

Wenn es eine Binsenweisheit ist, dass das Verständnis der Gegenwart ohne die Kenntnis der Vergangenheit unmöglich ist, so erfährt diese in der jüngsten türkischen Geschichte doppelte Relevanz: die moderne Türkei kann ohne die Reformen im 19. und die Revolution im 20. Jahrhundert nicht verstanden werden; zugleich verhinderte die Umstellung auf die lateinische Schrift ab 1928 die Aneignung der eigenen Geschichte. İhsan Yılmaz Bayraktarlı untersucht in seinem Buch die Schriftrevolution der zwanziger Jahre als wesentlichen Teil des Kampfes für die Moderne und gegen die eigene Tradition. Yılmaz geht davon aus, dass es in der Sprachrevolution neben der Türkisierung, Normierung und Schaffung einer nationalen Sprache vor allem um die Anpassung an den Westen, an Europa, ging. Im Laufe der Arbeit wird diese These zugespitzt: „Sprachrevolution ist der wichtigste Teilbereich der Verwestlichungsströmung“ (S.285).

Überwiegend nimmt Yılmaz eine vergleichende Perspektive ein, die die Sprachrevolution als einzigartigen Sonderfall innerhalb möglicher politischer Sprachpläne beschreibt. Die Relevanz des Themas für Europa erschließt sich am Ende der Lektüre unmittelbar: die Verhandlungen mit der Europäischen Union, der Umgang mit den Kurden sowie die innertürkische Spannung zwischen religiöser Partei und kemalistischem Militär. Worauf Yılmaz aber vor allem überzeugend hinweist, ist die unausweichliche Beschäftigung der Türken mit der eigenen Geschichte und Sprachgeschichte.

Das Buch ist die überarbeitete Dissertationsschrift *Die politische Debatte um die türkische Schrift- und Sprachrevolution von 1928*, die an der Universität Freiburg 2008 angenommen wurde. Das Buch gliedert sich in sieben Abschnitte. Im zweiten Kapitel wird die Verknüpfung von Sprache und politischer Herrschaft aufgezeigt. Das Osmanische Reich war ein Vielvölkerstaat und hatte mit dem Millet-System viele Religions- und Sprachgemeinschaften mit weitgehender Autonomie ausgebildet. Zudem war dem Islam die Vorstellung von einer Nation westlicher Konstruktion unbekannt. So stand das nach dem Ersten Weltkrieg entstandene „Gebilde Türkei“, wie Yılmaz verdeutlicht, in Spannung zur forcierten Idee einer territorialen und noch stärker einer kulturellen Einheit: der Nation (S.36-37). Mit der kategorialen Unterscheidung zwischen „Kulturnation“ und „Staatsnation“ wird die Erfindung der modernen Türkei theoretisch umrissen. Grundsätzlich wird leider nicht immer deutlich, ob der Begriff „Nation“ als analytische Kategorie oder als Synonym für „Staat“ oder „Volk“ benutzt wird (z.B. S.67, 318). Für die europäische Geschichte ist der „Fall Türkei“ höchst bemerkenswert: Das Konzept des Nationalen baut eigentlich auf der Kontinuität der eigenen Kulturgeschichte auf; es ist gerade die unverfälschte Beständigkeit von eigener Kultur, Sprache und Territorium, die sich in Mythen tradiert und die unanzweifelbare Macht der Nation erzeugt. Demgegenüber lehnten die Revolutionsgardisten ihre eigene 1000-jährige Geschichte ab (S.68). Revolution und Natio-

nalismus werden allerdings dann vereinbar, wenn die Revolution als Zivilisationssprung zum Mythos werden soll. Genau dies sollte sich in der nationalistischen Sprachrevolution der Türkei abspielen. Wohlgemerkt handelte es sich dabei erstens stets um eine Revolution von oben, die bestenfalls von den Eliten unterstützt wurde, und zweitens nicht um eine Reform: „Mustafa Kemal wusste genau, dass das bewährte Wertesystem des Westens niemals durch Reformen durchzusetzen sei“ (S. 52-53). Yılmaz kann als Muttersprachler in diesem Punkt mit der verbreiteten falschen Übersetzung „Reform“ aufräumen, die sich erstens nicht mit der damals im Gesetz stehenden Bezeichnung „Buchstabenrevolution“ bzw. „Schriftrevolution“ deckt (S.49) und zweitens aufgrund ihrer vollständigen Umwandlungskraft nicht anders als „revolutionär“ genannt werden kann. Zur argumentativen Untermauerung werden Blicke auf die unterschiedlichen Formen politischer Sprachplanung in China, Japan, Griechenland und Israel geworfen.

Nach Überzeugung der Revolutionäre war die arabische Schrift ursächlich für die Kluft zu den westlichen Staaten verantwortlich und für den verbreiteten Analphabetismus in der Türkei im Besonderen. Das Buch greift diese Überzeugung auf, um sie in vielfacher Weise zu entkräften. Zunächst wird vergleichend anhand von Zahlen der UNESCO festgehalten, dass erstens auch die Industrienationen mit Analphabetismus kämpfen und dass zweitens dieser unabhängig vom verwendeten Alphabet verbreitet ist. Die türkische Sprache (Osmanisch) war zwar eine Mischsprache mit eigenständiger Grammatik und vielen Entlehnungen aus dem Persischen und Arabischen. Ihre Schrift war arabisch. Doch erneut begegnet der Verfasser dem „politisch motivierte[n] Argument“, dass die lateinische Schrift „schnell und fehlerfrei zu lernen“ ist (S.153). Anschaulich verdeutlicht er, dass die europäischen Sprachen selbst Probleme mit dem lateinischen Alphabet hatten, die sie nur lösen konnten, indem sie beispielsweise mit diakritischen Zeichen und Affrikaten ihre eigenen Hilfszeichen schufen. Kurzum: „Auch die lateinische Welt verfügt über keine einheitliche Schrift“ (S.166). Insofern ist der Alphabetwechsel als Maßnahme zur Alphabetisierung der Gesellschaft ungeeignet und offenbart nebenher, dass es sich beim Analphabetismus um „ein Problem der Sprachbildung“ handelt (S.159).

Unumgänglich, dass Yılmaz auf das sich aus der Revolution entwickelnde Spannungsverhältnis zur Religion eingeht. Für den Islam ist die mindestens ansatzweise Beherrschung des Arabischen Voraussetzung, um überhaupt den Koran lesen, d.h. die Religion ausüben zu können: „Die enge Beziehung der Schrift zur Religion ist spezifisch für den Islam“ (S.94). Hier wären weitergehende Erklärungen wünschenswert, denn dies ist keinesfalls mit dem Stellenwert des Wortes im Protestantismus vergleichbar. Der Koran, so heißt es in der islamischen Welt, bekehrt als schönste aller arabischen Dichtungen auch durch die Schönheit seiner Sprache, die nicht allein in der Semantik liegt.

Nach Yılmaz‘ Ansicht spielten die „Russlandtürken“ und die Sowjetunion eine entscheidende Rolle im Bestreben, auf die Lateinschrift umzustellen. Mit Gotthard Jäschke und Bernard Lewis wird die These vertreten, dass es Ziel der russischen Führung war, mithilfe des Schriftwechsels jeden „türkischen Stamm“ zu schwächen

und die (kommunikative) Verbindung „zwischen den arabisch schreibenden Türkei-türken und den Russlandtürken zu unterbinden“ (S.172). Den Höhepunkt des russischen Einflusses auf die Sprachplanung der neuen Turkrepubliken bildete der Turkologen-Kongress von Baku im Jahr 1926, dessen Hauptgegenstand die Frage nach dem zukünftigen Alphabet in der Türkei war. Amüsant sind die damals zum Teil aberwitzigen Begründungen, z.B. das die Augen schädigende Lesen von arabischen Schriftzeichen. Mit 101 gegen sieben Stimmen bei neun Enthaltungen wurde schließlich für die Einführung der westlichen Schrift plädiert. Wie fast überall war die Auseinandersetzung mit der eigenen Sprache eine Angelegenheit der gesellschaftlichen Elite, die sich durch den Fachkongress „wissenschaftlich“ bestätigt fühlte. Dabei waren in dieser Phase allein die Schriftsteller und Publizisten für die Einführung der lateinischen Schrift, während die „überwältigende Mehrheit der Wissenschaftler“ (erfolglos) für die Normierung der vorhandenen Schrift eintrat (S.186).

Die geplante Einführung der lateinischen Schrift wurde in der „Wartezeit“ zwischen 1924 und 1928 über die engsten Regierungskreise hinaus nicht bekanntgegeben; allen Beteiligten war bewusst, dass die Schriftrevolution nur Erfolg hätte, wenn sie gut vorbereitet war. Im Mai 1928 nahm eine Kommission zu Fragen der Orthographie und Schrift ihre Arbeit auf, welche sich im wesentlichen darauf beschränkte, auszuarbeiten, wie die arabische Schrift abgelöst werden könnte. Yılmaz stellt fest, dass die Quellen widersprüchlich sind in der Frage, ob nicht Kemal Atatürk die Kommission zunächst lediglich mit der Klärung der Notwendigkeit des Schriftwechsels beauftragte. Im Schlusskapitel kommt er allerdings zum Ergebnis, dass Kemal den „wissenschaftlichen Gegebenheiten in jeder Hinsicht Folge leisten wollte“ (S. 328). Davon unberührt beendete die Kommission nach einem guten Monat ihre Arbeit und präsentierte ein Alphabet mit 29 Lauten. Das am 3. November 1928 in Kraft getretene Gesetz sah die Ablösung des Arabischen bis spätestens zum Ende des Jahres 1929 vor. Volksschulen auf dem Land, Massenorganisationen und Sanktionen bei Verstößen sorgten für die Umsetzung. Von den geschätzten 14 Millionen Menschen in der Türkei konnten nur 1,1 Millionen Lesen und Schreiben. Dies ist, wie man hervorheben muss, wohl auch mit der wichtigste Grund für die rasche Implementierung. Nennenswerte Bildungserfolge blieben indes aus.

Selten tritt die Funktion von Sprache als Schlüssel zur Vergangenheit so deutlich hervor wie im Beispiel der Türkei. Das Ziel der Sprachrevolution, die sofortige Modernisierung, wurde dadurch manifestiert, dass sie die Vergangenheit verschloss. Yılmaz:

„Welche ein Wagnis es bedeutet, Kultur und insbesondere die Schrift einer Gesellschaft, die auf eine mehr als tausendjährige Geschichte zurückblickt, in die Hände einer knapp drei Monate lang arbeitenden Schriftkommission zu legen, zeigt die Geschichte der republikanischen Türkei“ (S.9).

Als das Verbot der arabischen Schrift in Kraft trat, war ist es nur eine zeitliche Frage, bis die Beschäftigung mit der Vergangenheit unmöglich wurde. Heute sehen wir die Folge, dass die Türkei von der islamisch-arabischen Welt getrennt ist, „ohne von den Europäern als europäisches Land akzeptiert worden zu sein“ (S.62). Mit Blick auf

die Probleme in der türkischen Sprachpolitik plädiert Yılmaz abschließend erstens für Bilingualität als Mittel zur Bekämpfung des Analphabetismus sowie zur Integrationsförderung der kurdischen Minderheit. Zweitens könne die Lehre des Osmanischen als „Hilfssprache“ (ähnlich dem westlichen Lateinunterricht) die Wissensan-eignung der eigenen Vergangenheit ermöglichen und die Lösungsansätze in der in der unausweichlichen Auseinandersetzung mit den Koranschulen erweitern. Diese beiden Punkte betreffen besonders auch die zwischen Orient und Okzident schwankende Identitätsbildung der Türken: durch das Osmanische könnte die eigene Herkunft besser nachvollzogen wie auch das Islamverständnis gestärkt werden.

Das Buch verweigert sich im besten Sinne der eindeutigen Zuordnung zur Sprach-, zur Geschichts- oder zur Politikwissenschaft. Es ist eine darstellende, erklärende Arbeit, welche erfrischend viele Vergleiche zieht, die über den üblichen Kanon hinausgehen. Vor allem aber schreckt die Arbeit vor Bewertungen und „historischen Lehren“ nicht zurück. Das funktioniert aber nur, weil Yılmaz diesen Anspruch glaubwürdig und mit guten Gründen vertritt. Sein Anliegen ist es, die sprachliche Brücke in die Vergangenheit wieder zu errichten und vor der Normierung der Sprache durch die Politik zu warnen.

Philip Dreesen
Doktorand, Universität Greifswald

Helmut KOHL, *Erinnerungen 1982-1990*, Droemer Verlag, München, 2005, 1134 p. – ISBN – 13: 978-3-426-27320-3 – 29,90 €.

Helmut KOHL, *Erinnerungen 1990-1994*, Droemer Verlag, München, 2007, 784 p. – ISBN-13: 978-3-426-27320-3 – 29,90 €.

The best way to assess the European aspects of Chancellor Helmut Kohl's foreign policies, as he explains them in the third volume of his memoirs, is to take a look at the final chapters of their second volume. At the end of this part of his memoirs, Kohl dwells on the highly precarious phase of his attempts, after the fall of the Berlin wall, to create international conditions that would help pave the way for an eventual German unification. In view of a confusing mass of contradictory recommendations flooding in from at home as well as from abroad, he decided to disclose a kind of road map for dealing with the future of Germany. In a speech delivered before the Bundestag on 28 November 1989 he developed his Ten Points' Programme advocating a long term process which could ultimately lead to a merger of the Federal Republic and the GDR into a common federation. Although the Chancellor had carefully avoided mentioning any period of time for his road map to be implemented, his unilateral announcement unleashed violent reactions abroad. The Chancellor got a full taste of them during his meeting with the heads of the European governments convened in Strasbourg on 8 December 1989. At that occasion, he reports, his European partners submitted him to a searching interrogation, which revealed their con-

cern about a restoration of an independent German nation state. “Twice we have beaten the Germans”, Margaret Thatcher exploded, as Kohl recalls, “and here they are back again” (p.1013). With the exception of the Spanish and the Irish Prime ministers – not to forget: both countries were neutral in World War Two –, most other European leaders shared Thatcher’s strong reservations regarding the prospect of a united Germany. There was but one more dissenting voice – that of Jacques Delors, the President of the European Commission, who from then on turned out to act as a European midwife for German reunification, as Kohl gratefully acknowledges. To be sure, Delors implied that German unity had to be achieved within a European frame. The French President, who in his meetings with Kohl had not concealed the deep suspicions he felt with respect to the latter’s German policy, shared Delors’ conviction. François Mitterrand thus insisted and Kohl had to accept that German reunification had to dovetail with further progress toward European integration. To Kohl this became an indispensable long-term “key concept” (p.1036), the alternative being near to total isolation of the Federal Republic in the face of a coalition of European governments that followed the lead of the British Prime minister in opposing German national unity.

This brings us to the second volume of Kohl’s reminiscences which the author regarded not only as an account of his personal contribution to German unification, but also as a legacy bringing home his political beliefs and values to his own people. The question to be asked here is to what extent Kohl’s European commitment contributed to Germany’s speedy unification and to what degree the Chancellor afterwards remained faithful to it. For the early months of 1990, Kohl makes clear, the Franco-German relationship was absolutely crucial to him. Glaring differences of opinion had to be overcome: Mitterrand insisted, as a prerequisite of German unification, on an immediate and internationally binding West German commitment to recognize the Oder-Neiße as the definite German-Polish border, whereas Kohl preferred to postpone such commitment, until it would become an integral part of a final international settlement sanctioning German unification. At their decisive meeting on April 25/26, 1990, the two leaders came to reach an understanding. Kohl pledged his government’s support for European integration in monetary and economic matters, as Mitterrand had urged. The French premier, Kohl claims, reacted much less enthusiastically to his suggestions for a political European union, for fear of far-reaching cessions of sovereign rights by the member States of such a union (p.95). A special European summit, held in Dublin on 29 April 1990, confirmed this agreement. Between Kohl and Mitterrand this had been a partly tacit *quid pro quo* linkage, as Kohl reports - a linkage never explicitly spelt out by Mitterrand (vol.1, p.1033). It implied French acceptance of German unity in exchange for the German commitment to a common European currency. For Kohl this proved to be the effective leverage to overcome Mitterrand’s initial apprehensions concerning his German policy. Delors speaking in the name of the European commission went even further by proposing that German unification proceed in accordance with article 23 of the West German basic law. This permitted the East German *Länder* to join the new German federation quasi automatically without the need to renegotiate West Germany’s numerous in-

ternational treaties and thus promised to speed up the process of unification silencing Kohl's domestic and foreign opponents. Kohl on his part preferred to decline Delors' offer of extra financial support from the European Commission for East Germany, in order to make German unification more palatable to some of Bonn's smaller European partners.

The Maastricht Treaty negotiated on 9-11 November, 1991, carried out the Franco-German agreement of April 1990 in providing for the establishment of the Euro on terms, as Kohl does not fail to emphasize, that rigorously assured the independence of the future European Bank. The provisions for a political union disappointed Kohl somewhat. In this context he denies rumours of an alleged deal between France and Germany in the sense that Germany would have swallowed the Euro in exchange for being conceded terms which would allow the European political union to be strengthened and the European parliament to gain more weight (pp. 388 f.). There remains no doubt, the present reviewer feels compelled to add, that French insistence on accelerated preparations for a monetary union for Europe on the one hand, coupled with caution regarding political integration on the other, lay at the roots of the uneven, if not uncoordinated growth of the European Union in the following years and of the ensuing present troubles in the Euro zone.

Did Kohl then remain faithful to his European commitment during the post-unification years? Kohl's memoirs leave no doubts about his continued adherence to what he calls his European "creed" or Germany's "historic mission", i.e. to promote European integration as a means to assure peace and to make a united Germany definitely acceptable to his European partners. During the EC negotiations following Germany's unification he relentlessly pressed for a political union for Europe, a "United States of Europe", as he called it, sharing a common foreign policy and a security related identity. This European union, he hoped, would ultimately become a Federation – a "genuine community" transcending not only a mere combination of sovereign nation states "*à l'anglaise*", but also a Europe of "different speeds" in the degree of integration, - a united Europe that also had to be open for new members from the Eastern part of the continent.

In all these respects both the Rome summit of December 1990 and then the Maastricht conference, as Kohl admits, left much to be desired (pp. 331 f.). Again and again the German Chancellor tried to use the Franco-German partnership as a European engine. He succeeded, as far as the future Euro was concerned, reaffirming his commitment by giving support to the slipping French franc in September 1992. Delors reserved particular praise for this assistance. Kohl and Mitterrand also reached a Franco-German agreement on a Eurocorps as a nucleus for a European military capacity. This objective initially provoked American dissent – in part as the result of the notoriously poor relationship that existed between Mitterrand and President George H. Bush, who feared that a European military force might develop independently of NATO. In early 1994 President Bill Clinton dropped such suspicions, and thus paved the way for an agreement, which provided for a coordinated defence policy of both NATO and a largely independent European military force.

There remains one blemish on Kohl's European record – the intra-European conflict over the crisis in the defunct Yugoslav federation. Looking back to that controversy Kohl becomes clearly defensive. His decision of late 1991 to recognize without delay and, if necessary, unilaterally the break-away republics of Slovenia and Croatia, provoked sharp criticism, not least on Mitterrand's part, who regretted the failure of the EC to arrive at a common foreign policy, where it was most needed. Kohl responds to his critics by stressing the still provisional character of the European Political Union (pp.406 f.). Thus, he admits, other considerations prevailed for him – the right of self-determination from which united Germany just had benefited and which, he felt, Germany could not deny to the Balkan nations, the large number of Croatian immigrant workers in West Germany, and not least the pacifying effect recognition would entail. Future events disappointed such hopes. The Chancellor had failed to notice the difference that existed between the effects of self-determination in the German and in the Yugoslav contexts – in the first case integration and stabilization of a larger political unit, in the second disruption, destabilization and bloodshed. Lacking sufficient influence, because constitutional reasons barred German troops from joining the peace keeping forces of the UN, Kohl could do no more than bemoan the bloodshed and the persecution of the Muslim population in former Yugoslavia. In the end he joined the American President Clinton in coming out in favour of arming the Bosnian troops.

Concluding his memoirs, Kohl claims to have been the authentic executor of a European policy, which his predecessor Konrad Adenauer had launched. In this he is essentially right, as he always had ruled out any kind of see-saw diplomacy (*Schaukelpolitik*) between East and West and had remained faithful to and successfully defended a policy of solidarity with the Euro-Atlantic community of nations. Germany's peaceful unification, as he justly claims, confirmed the soundness of that policy. Kohl's memoirs do not contain any sensations concerning his European commitment or Franco-German relations. They are revealing with regard to the tactical considerations that guided him and the personal relations he developed with his international and domestic counterparts. In fact, his account does not leave the slightest doubt as to who were his friends and who were not. Kohl's reminiscences thus authentically reflect his political orientation and its implementation during a most momentous period of recent history, on which he left a lasting and decisive imprint.

*Klaus Schwabe
RWTH Aachen*

Frank SCHIPPER, *Driving Europe: Building Europe on Roads in the Twentieth Century*, Aksant Academic Publishers, Amsterdam, 2009, 318 p. – ISBN 978-90-5260-308-7 – 29,90 €.

Despite the huge interest, the massive economic impact and the impressive ideologies linked with the freedom of mobility, the European road network is definitely far from being well targeted by historians.

Frank Schipper has worked on this gap and offers us his research on the projects (and constructions) of a free road network crossing European national borders as a way to build up continental awareness. After intense and in-depth work in international archives, such as the League of Nations archive, the author presents the 20th century as one of progressive development of international connection and of increasing freedom of movement on the roads. After the first automobile border pass in the early years of the century, the end of the Great War launched several projects in order to develop a harmonious and peaceful relationship among the continental countries, proposals which used land transport and freedom of travelling as political tools to enhance European unity. While those plans failed, after World War 2, the topic was kept on the political agenda. As early as 1950 an (East and West) European road network was drawn (the E-Road network), not to mention the (struggling but successful, even if incomplete) steps to harmonize road technical outfits and European vehicles.

Schipper's volume is important because so far the available literature on this topic has been at national level or investigates single INGO or IGO events. In this respect the author proposes a century of European road debates, offering us several clues and many future investigation paths. Paradoxically it emerges, for instance, how the European networks were developed by organizations which were not strictly European, such as the League of Nations or the UN Economic Commission for Europe. There was, in this respect, weak and inconsistent activity by the European Union until the 1980s, activity that was often driven by a particular country or, at its best, re-elaborated the 1950 E-Road network. It's also important to note how, in Schipper's eyes, the role of INGOs appears to be less crucial than expected, a decreasing importance after the driving force of national touring clubs in the early years of the 20th century. Even the International Road Federation (a lobbyist group founded in the late 1940s) or the more technical Permanent International Association of Road Congress seem to have played a side role in continental road integration. In this longue durée analysis we can also notice a wave trend, with peaks of road integration projects and activities in the years after both World Wars and distrustful attitudes in the 1930s and in the 1960s and 1970s.

As a general outcome, there was no hegemonic organization in European road development, but a mixed (and sometimes messy) presence of inter-governmental organizations, lobby actions by car industry and transport associations, national governments and even single private entrepreneurs in the 1920s and 1930s (like Puricelli, Michelin, Pigelet).

As said, the book offers many clues and explicitly suggests further investigation on the topic, a theme which surely deserves stronger attention. Particularly, some minor points could present interesting developments and a less linear account (and in this respect, sometimes, the book seems to be too smooth). For instance among several massive motorways projects on the European scale, it is interesting to note, as Schipper does, the (failed) Deloisi plan for local roads in order to enhance Eastern Europe agricultural production. In another example, the huge 1950s E-Road network scheme, considered as a forerunner of today's motorways, planned a grid of bicycle and pedestrian lanes. Even more, trips through European countries were, in many respects, easier before the Great War, considering that passports (and visas) only became necessary after 1914.

So it could mean that the management of land and road mobility was not only “car friendly”, but was also open to other options throughout the 20th century.

Massimo Moraglio
Technische Universität Berlin

Kiran Klaus PATEL, *Europäisierung wider Willen. Die Bundesrepublik Deutschland in der Agrarintegration der EWG 1955-1973*, R. Oldenbourg Verlag, München, 2009, 563 S. – ISBN 978-3-486-59146-0 – 79,80 €.

Die gemeinsame Agrarpolitik (CAP) ist ein Thema, das noch heute in der Lage ist, die Gemüter zu erhitzten - Gemüter der Landwirte, der Agrarangestellten, der breiten Bevölkerung und allen voran der Politiker. Dieses Phänomen der CAP beleuchtet Kiran Klaus Patel in seinem umfassenden Werk sehr detailinteressiert und aufschlussreich.

Seine umfangreiche Quellen- und Literaturverarbeitung ermöglicht es ihm, dem Leser ein ausgenommen kurzweiliges und fundiertes Bild der Geschehnisse und Abfolgen der frühen europäischen Einigung zu beschreiben. Eine umfangreiche Einleitung in sein Vorhaben schildert präzise seine Strategien und textuellen Hintergründe. Er greift potentiellen Fragen der Leser an das Vorgehen des Autors vor und stellt seine Beweggründe konzis dar. Hierbei wird eines ganz besonders deutlich: Patel will eine durchaus vorhandene Lücke in der bisherigen Forschung zum europäischen Einigungsprozess füllen und hat dafür vorhandene Ansätze und Fragestellungen genau studiert und ausgewertet. Sein Ansatz geht zurück bis in die 1870er Jahre – ein Rückgriff, der in der Forschungsliteratur zum Thema eine seltene Ausnahme und doch so logisch ist – und erklärt mit Hilfe dieses geschichtswissenschaftlichen Ausflugs Struktur und Bestand vor allem des deutschen ländlichen Sektors. Hierin liegt auch ein erklärtes Ziel des Autors: den Auseinandersetzungen mit der europäischen (agrarischen) Einigung einen deutschen Fokus hinzuzufügen. Die Bundesrepublik als maßgebliches Gründungsmitglied der EWG und Land mit stark ausgeprägten landwirtschaftlichen Wirtschaftssektoren wurde bisher nicht so stark beleuchtet, wie Patel es sich hier erfolgreich vornimmt. Er begründet seine Wahl des nationalen Fokus für

das transnationale Geschehen damit, dass man an diesem einen nationalen politischen System die Heraus- und Anforderungen europäischer Einigung sehr viel konkreter nachvollziehen könne als mit einem weiter gefassten Blickwinkel. Dabei hat er zum Ziel, eine integrative anstelle einer internalistischen Sicht auf die Einigungsgeschichte zu etablieren. Dies ist ein dem Thema absolut entsprechender und oft vernachlässigter Ansatz.

Ebenso einprägsam wie die Formulierung dieser Zielsetzung ist die von ihm gestellte Frage, ob die europäische Integration möglicherweise eine Transnationalisierung, ja gar eine Europäisierung nach sich gezogen habe. Hiermit bewegt er sich nicht zuletzt aus dem einem Historiker meist zugesuchten Rahmen der ausschließlichen historischen Auseinandersetzung mit einem Thema und erklärt sein Buch ganz deutlich zum interdisziplinären Gesprächsangebot. Dieses Selbstverständnis von Autor und Text tragen eindeutig zur vielseitigen und ausgesprochen lebendigen Auseinandersetzung mit dem so oft als langweilig und trocken abgetanem Thema bei.

Patel macht ausführlich deutlich, wie vage die Anfänge der gemeinsamen europäischen Agrarpolitik waren. Mit den Römischen Verträgen wurde keineswegs der Grundstein einer konkreten Agrarpolitik gelegt, wie häufig formuliert, sondern lediglich eine Absichtserklärung veröffentlicht. Schon in Messina sowie im Spaak-Komitee gestalteten sich die Dinge zum Teil anders, als bisher nach oberflächlicher Betrachtung geschildert. Patel beschreibt ausführlich die dort vorherrschenden Dynamiken und macht dabei sehr klar, dass die französischen Verhandlungspositionen und ihre Übereinstimmung mit denen Deutschlands hinsichtlich der zu klarenden Agrarfragen keinesfalls so stark waren wie gemeinhin gern dargestellt wird. Deutschland kam, so Patel, eine sehr starke und bestimmende Position zu. Die deutsche Politik hatte recht konkrete Vorstellungen, die sie in der gemeinsamen Agrarpolitik umgesetzt sehen wollte. Hierauf nahmen maßgeblich auch die deutschen Interessenverbände – allen voran der Deutsche Bauernverband (DBV) – Einfluss. Damit stand die Bundesrepublik bei weitem nicht allein. In Frankreich war die Kooperation zwischen Regierungsebenen und dem Bauernverband FNSEA sogar noch stärker ausgeprägt.

In seinem dritten Kapitel „Keine Experimente“: Die Gründungsphase von 1959 bis 1964“ führt dann der Autor genau das ein, was als einer der Hauptgewinne dieses Buches betrachtet werden kann: Er setzt sich mit dem DBV mit Hilfe politikwissenschaftlicher Methoden auseinander, indem er den Verband als Vetospieler etabliert und durchleuchtet. Man kann dieses interdisziplinäre Vorgehen nur begrüßen, da es in geschichtswissenschaftlichen Arbeiten allzu selten vorkommt und doch so hilfreich sein kann beim Ausleuchten komplexer Zusammenhänge. Der DBV mischte auf allen Ebenen der bundesrepublikanischen Landwirtschaftspolitik mit. Das ging, wie Patel nachweist, sogar so weit, dass der Verband teilweise Mitsprache hatte bei der Ernennung der Landwirtschaftsminister. Diese Macht- und Vetostellung war auch beim Bundeskanzler nicht immer gern gesehen, blieb aber trotzdem während des Untersuchungszeitraumes bestehen. Patel hat damit für die Bundesrepublik etwas nachgewiesen, was bisher für die wenigsten Länder untersucht wurde – nämlich die Einflussnahme der Bauernverbände auf die europäische Einigung. Landwirtschaft als

wirklich maßgebliches Element der europäischen Einigungsprozesse ist nun Dank Patel am deutschen Beispiel endgültig etabliert.

Er setzt sich damit zielgerichtet ab von bisherigen Studien, auch hinsichtlich der Tatsache, dass diese seiner Einschätzung nach oft den Eindruck vermittelten, dass die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft allein auf weiter Flur stünde. Patel legt großen Wert darauf, zumindest die transatlantischen Beziehungen und die britische Position mit einzubeziehen. Kiran Patel gelingt es, mit seiner akribischen Recherche und deren weitblickender Aufbereitung den integrationshistorischen Forschungen trotz – oder gerade wegen – seines bundesrepublikanischen Fokus geographisch und thematisch weitere und längst überfällige Ebenen hinzuzufügen.

Anne Rudelt
Doktorandin, Humboldt-Universität zu Berlin

Piero CRAVERI, Antonio VARSORI (eds.), *L'Italia nella costruzione europea. Un bilancio storico (1957-2007)*, Franco Angeli, Milano, 2009, 504 S. – ISBN 978-88-568-1355-5 – 45,00 €.

Den Jubiläumsfeierlichkeiten zum 50. Geburtstag der Römischen Verträge ist auch der vorliegende Tagungsband eines bilanzziehenden Kolloquiums (24, 25 und 26 Mai 2007 in Neapel) über die italienische Europapolitik zu verdanken. Die Initiative wurde allerdings nicht von feierlichen Absichten, sondern eher von wissenschaftlichen bzw. forschungsorientierten Grundüberlegungen inspiriert. In Italien – so erörtern die beiden Herausgeber Piero Craveri und Antonio Varsori – werde das Be-kenntnis zur europäischen Integration zwar als ein fester Bestandteil der politischen Kultur aller Regierungen seit geraumer Zeit erkannt, eine entsprechende Bedeutung in der kritischen, theoretisch anspruchsvollen und systematischen Geschichtsschreibung scheint es jedoch erst in den letzten Jahren erlangt zu haben.

Dieser *trade off* zwischen öffentlichem Diskurs und Historiographie beruhte bislang auf zwei wohlbekannten Grenzen der italienischen zeitgeschichtlichen Integrationsforschung: erstens, ein unter den Europawissenschaftlern weitverbreiteter „militanter“ Ansatz, der zwar hervorragend dazu beigetragen hat, die europafreundliche politisch-kulturelle Entwicklung der italienischen politischen Elite in den Gründerjahren zu erhellen, den historischen Werdegang der europäischen Konstruktion aber weitgehend ausgeblendet hat; zweitens, und vor allem, der erschwerte und oft nicht mögliche Zugang zu den einschlägigen diplomatischen Quellen. Die italienische Regierung bekennt sich zwar im Prinzip zur Dreißig-Jahre-Regel, hat in der Praxis aber das historische Archiv des Auswärtigen Amtes noch nicht über das Jahr 1957 zugänglich gemacht. Diesem Mangel steht – aber nur teilweise – die Öffnung anderer innenpolitischer Quellen entgegen (Archivio Centrale dello Stato, Archivi Istituto Sturzo, Fondazione Istituto Gramsci).

Unter diesen Gegebenheiten sind die jüngsten Fortschritte in der italienischen Integrationsforschung, wie dieser Tagungsband bezeugen will, kaum zu übersehen. Schon die Teilnahme von vier ausgewiesenen ausländischen Fachexperten am Symposium bescheinigt die in den letzten Jahren zunehmende “Europäisierung” der zeitgeschichtlichen italienischen Integrationsforschung. Was jedoch das Buch primär auszeichnet, sind die insgesamt zweizwanzig auf reichem internationalen Quellenmaterial fundierten Beiträge.

Der Band folgt einem thematischen Gliederungsprinzip, was sowohl einen einfachen Zugriff auf die verschiedenen Teilespekte der italienischen Europapolitik als auch eine Überwindung der meist engen chronologischen Grenzen bisheriger Untersuchungen ermöglicht. Von den fünf Untersuchungsbereichen werden zwei, der erste und der letzte, der außenpolitischen Dimension gewidmet, der anscheinend von den Europawissenschaftlern weiterhin bevorzugten Forschungsperspektive. Im ersten Untersuchungspaket geht es um die politischen internationalen Rahmenbedingungen der italienischen Europapolitik, während im letzten das in den wichtigsten Partnern Italiens, einschließlich der Vereinigten Staaten von Amerika, vorherrschende Italienbild aufgezeigt wird. In seinem einleitenden Beitrag führt Maurizio Serra die Europapolitischen Einstellungen der italienischen Diplomaten auf drei sich überschneidende Traditionslinien (die «realistische», die «idealistische» oder «föderalistische» und die «euro-atlantische») zurück, die den Entscheidungsprozess wohl geprägt haben mögen, ihn aber nicht vollständig erklären können. Wilfried Loth, Piers Ludlow, Jean-Marie Palayret und Georges-Henri Soutou untersuchen die wichtigsten bilateralen Beziehungen Italiens im Integrationsprozess im Zusammenhang mit den Tief- bzw. Höhepunkten der deutsch-französischen Sonderbeziehung. Es ist bemerkenswert, dass alle vier Autoren, mehr oder weniger, die “nur gelegentliche” deutsch-italienische Kooperation (Loth), die erfolglosen Ergebnissen der italienischen “Achse-Angebote” an Großbritannien Anfang der 1960er und Ende der 1980er Jahre (Ludlow), sowie die bisher weniger bekannten Annäherungsversuche Frankreichs an Italien am Anfang der 1960er und während der Präsidentschaft von François Mitterrand (Soutou und Palayret) auf eine Diskrepanz zwischen Selbst- und Fremdwahrnehmung zurückführen. Diese Diskrepanz erscheint darüber hinaus entscheidend für das Verständnis der italienischen Europapolitik und insbesondere für dasjenige ihrer Grenzen: während Italien sich selbst als gleichwertige europäische Großmacht einschätzte, wurde es im Ausland häufig als untergeordnete Macht angesehen. Diese Wahrnehmungen veränderten sich allerdings im Laufe der Jahrzehnte, wobei besonders die erste Hälfte der Siebziger Jahre in einzelnen Beiträgen als eine Übergangsphase dargestellt wird. Parallel zu einer relativen Aufwertung Italiens in Großbritannien (Poggolini) und, während den Achtziger Jahren, auch in Frankreich (Soutou) und Deutschland (Loth), fand aber auch eine allmähliche Verschlechterung der Beziehung zu den Vereinigten Staaten von Amerika (Del Pero) statt. Dabei hatten sich letztere bis zu diesem Zeitpunkt insbesondere bezüglich der wichtigsten integrationspolitischen Entscheidungen Italiens stets als wegweisend erwiesen.

Um einen Gesamtüberblick über die italienische Europapolitik in den letzten fünfzig Jahren zu gewinnen, müsse man sich allerdings nicht nur mit den Grenzen

der italienischen Europapolitik, sondern auch mit den weniger erforschten Verdiensten Italiens im Integrationsprozess auseinandersetzen. Dieser teilweise Anerkennung reklamierende Ansatz findet seinen Niederschlag in den Beiträgen von Marinella Neri Gualdesi und Elena Calandri. Auf der einen Seite hätten Persönlichkeiten wie Bettino Craxi, Giulio Andreotti und Gianni De Michelis eine weichenstellende Rolle im Zusammenhang mit den bedeutenden Fortschritten des Integrationsprozesses in den 1980er Jahren gespielt, während auf der anderen Seite der italienischen Regierung wichtige Verdienste in der Ausgestaltung der europäischen Kooperations- und Entwicklungspolitik in den 1960er und 1970er Jahren zugeschrieben würden, besonders bezüglich ihrer geographischen Verstrickung in die Länder der dritten Welt.

Das zweite Untersuchungspaket ist dem Beitrag Italiens innerhalb der europäischen Institutionen, insbesondere an der Ausgestaltung einzelner gemeinschaftlicher Politikbereiche gewidmet. Die Beiträge von Giuseppe Ciavarini Azzi und Antonio Varsori ermöglichen eine partielle Revision des negativen Urteils, wonach Italien in der Kommission vorwiegend von untergeordneten, sogar inkompetenten Politikern und Beamten vertreten worden sei. Dass Persönlichkeiten wie Bino Olivi, Giancarlo Olmi, Paolo Cecchini oder Franco Maria Malfatti, Lorenzo Natali und Altiero Spinelli europapolitische Erfolge versagt waren, führen beide Autoren auf eine mangelnde Koordinierung zwischen Rom und den europäischen Institutionen zurück. Die Untersuchung der Beteiligung an der europäischen Sozial- und Regionalpolitik (Lorenzo Mechì) und an der europäischen Energiepolitik (Barbara Curi) bietet ebenfalls einen originellen Gesichtspunkt. Im Mittelpunkt steht jedoch auch hier die Frage nach der Bedeutung des italienischen Beitrages, während es sich vielleicht in diesem Zusammenhang auch gelohnt hätte andere Forschungsfragen zu thematisieren.

Das dritte Untersuchungsfeld zeigt, wie die Beschäftigung mit gesellschaftlichen Kräften und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen ebenso notwendig ist wie die Analyse der außenpolitischen Entscheidungsträger, um Motive und Bestimmungsfaktoren der Europapolitik Italiens herauszuarbeiten. Dabei untersuchen Francesco Petrucci und Ruggiero Ranieri die Rolle der Industrie und der Unternehmerschaft und Andrea Ciampani die der Gewerkschaften, während Roberto Gualtieri die komplexe Wahl- bzw. Zwangbeziehung zwischen Italien und dem wirtschaftlichen Integrationsprozess während ausgewählter Schlüsselmomente analysiert. Auch hier lässt die Kosten-Nutzen-Analyse keinen Zweifel an der Richtigkeit der europäischen Entscheidung; nicht alle Beiträge stimmen jedoch, auf Grund der vielen angeblichen „verpassten Chancen“, der These der „Erfolgsgeschichte“ zu.

Der vierte Teil wird unter der Überschrift „Die Europäisierung der italienischen Politik“ subsumiert. Hier setzen sich die einzelnen Beiträge hauptsächlich mit der Frage auseinander, inwieweit die integrationspolitische Perspektive die italienische Politik beeinflusst hat. Unter Rückgriff auf unveröffentlichte und veröffentlichte Quellen, gelingt es Piero Craveri in seinem Beitrag den Mythos von „De Gasperi als europäischem Föderalisten“ zu widerlegen. Dabei zeigt der Autor, wie aus der Sicht des Trentiner Staatsmannes Europa zunächst ein Mittel war, um zahlreiche Probleme zweckmäßig und auf innovative Art und Weise zu lösen, ohne auf die Wahrung na-

tionaler Interessen zu verzichten. Eine ähnliche Einstellung teilte auch der bislang wenig erforschte italienische Europapolitiker Antonio Segni (Federico Scarano), sowie vermutlich auch andere Spitzenpolitiker der Democrazia Cristiana, deren Europaperspektiven allerdings auch von anderen politisch-kulturellen Orientierungen geprägt wurden, wie zum Beispiel der katholischen Ausrichtung (Guido Formigoni).

In diesem bilanzziehendem Abriss der italienischen Europapolitik wären vielleicht Beiträge über die Rolle einzelner Parteien auch wünschenswert gewesen. Diese Lücke zu schließen stellt letztendlich auch eine der dringlichsten Aufgaben der zeitgeschichtlichen Integrationsforschung dar. Am Ende der Lektüre erscheint das Europapolitische Italienbild dennoch mythenfreier, wesentlich komplexer, differenzierter, und daher vielleicht auch unsicherer.

Gabriele D'Ottavio
Università di Bologna

Paolo GARONNA, *L'Europa di Copet, 1780-1820. Una lezione dalla storia per il futuro dell'Europa*, Franco Angeli, Milan 2009, 448 p. – ISBN 978-88-568-0026-5 – 39,00 €.

The rejection by France and Holland of the referendum on the European Constitution (2005), and that of Ireland of the Lisbon Treaty (2008), brought a halt to the process of European integration and was interpreted by many parties as a ‘crisis’ in Europe. Wide reflection followed, on both the origins and measures needed to overcome this. Paolo Garonna, an economist with professional experience in international organisations, (OCSE and ONU as executive vice-secretary of the European Economic Commission) contributes to such reflection by proposing an original argument which strongly leans towards the historical perspective.

The volume consists of 15 chapters, preceded by a brief introduction of the author and followed by a bibliographical array.

Garonna kicks off his reflections by introducing some components of the European ‘crisis’ and researching some of the causes (chapter 1). The crisis is shown in a triple dimension: Economic-Productive (low economic growth due to low productivity and therefore limited competitiveness); Institutional (the incapacity of political advancement in the process of European integration); Value Based (the difficulty in defining a European identity). The causes are dealt with from four angles: reaffirming prerogatives of national states and in consequence a strong reluctance to transfer national sovereign expertise to community level (such as foreign politics and security); the tendency to proceed with integration – not via gradual and incremental long-term reform but via what the author describes as ‘a revolutionary method’ or rather an acceleration of the forces of predetermined relationships from the top down; the slowing-down and in certain cases, the inversion of the process of freeing the economy which had represented a guarantee against excessive state intervention and as

such, in favour of increased participation of the various components of civil society – from the individual to businesses via the various organisations representing economic and social interests which lie in conjunction with citizens and institutions; finally in the failed concretization of some of the values founded in the European cultures, and in particular those connected to equal opportunities between men and women.

Garonna individuates in a group of intellectuals reunited in the castle of Coppet (Vaud, Switzerland) between 1780 and 1820 a source of inspiration for overcoming these obstacles (Chapter 2). He observes that a certain similarity exists in the questions which the Coppet group faced and those which he recognises at the base of the ‘European crisis’. At the centre of their reflections was the common aversion to Europe which had been taking shape since the French Revolution and then with the Napoleonic era and in particular to the centralization and intervention of the Nation-States, as well as to the revolution itself which is seen as an instrument for change in the existing system of institution. The group was created around Madame de Staél and was supported by the multidisciplinary contributions of Jaques Necker, Benjamin Constant, Jean Charles Sismondi and August Wilhelm Schlegel.

What validates the Coppet group’s personal dynamics starts with a description of the professional experience of Necker (Madame de Staél’s father), a banker and subsequent successful controversialist, then a man of government who played a relevant role in the direction of France’s finances in the decades which preceded the French Revolution (chapter 3). His approach to financial rehabilitation was to suggest a guideline to put reform into practice. This method is based on the clarity of public policies (above all public accounts), on the involvement of public opinion, on effective administration as well as on the responsibility of class leaders.

The author continues with an analysis of the definitions of the principles of liberalism which the Coppet group developed as a reaction to the absolutist degeneration of the French Revolution (chapters 4-5). In particular the principles which address discussions on the construction of Europe were: the constitution should be ‘historic’ (or rather built on progressive adjustments, experiences of fate, using the English constitution as an example) and “minimum” (or rather fixed on general principles); rights and individual freedom should be guaranteed against the power of the state; the exercise of power should be recognised as executive as opposed to legislative (based on the model of the English monarchy and of the federal states of the United States); the decentralisation of power, through conjunctive roles carried out by the levels of regional local government, to guarantee the safeguard of local communities.

A model of both economy and society is further outlined in the writings of the Coppet group (chapters 6-9). In particular, the relevance of economic growth is emphasised as an instrument of control over poverty and the simultaneous need for social reform in order to lessen the effects of capitalist development and to create conditions which sustain economic development. Some aspects are identified as essential and necessary to accomplish economic growth. Among these are social mobility and the control of the pension culture as well as the actionable privileges through the pro-

motion of education, (Adrienne Albertine Necker of Saussure and Johann Heinrich Pestalozzi). In addition, there is emphasis on the fundamental role of private initiative in production activities and active rather than interventional policies (of local authorities rather than central government) to support employment (Necker). Lastly, economic growth requires an enhancement of freedom of the economy and the market (Sismonde de Sismondi).

The accomplishment of reform requests administrative transparency and efficiency. In particular, the decentralisation of power at local level is seen as a rational way to pursue these objectives (chapters 10-11).

In the Coppet group's perspective, the family plays a key role (chapter 12). The family is central to the accumulation of wealth, which in turn guides economic growth and development. But above all, the conception of the 'family' is based on an advanced vision of equality between men and women and on women's liberation.

Finally, in his examination of the Coppet group's reflections, the author considers the conception of nations (chapter 13). What emerges is a rejection of nationalism and the prevalence of the idea of the nation as a historical cultural expression as well as in the territory of the population. The institutional framework which would promote national development must therefore enhance its originality and contrast the tendencies of uniformity which the centralisation of institutions may bring. Strong criticism emerges of the professional politicians who exploit national sentiment for power as well as criticism of international regulations of Nation States founded on the principles of nationalism.

Garonna observes that in the process of building Europe, there are aspects which recognise and recall the contributions of the Coppet group. The European project was founded in the second post-war period, not on the basis of particular conflicts between political parties and the project proceeded according to an incremental logic. It has progressively limited and bound the power of National States, in favour of private autonomy and individual freedom. The intergovernmental method has often been demonstrated as weak and inefficient. Nevertheless, there have been immediate counterpart processes which have risen from society (for example international exchange programmes in the educational field) and from local and territorial economy (such as small and average sized businesses which have shown a strong competitive capacity, aimed at research and development of new products and technology, experimenting in new forms of collaboration). The European institutions should therefore know how to interpret these spontaneous forces and enhancing their processes.

To conclude, the historical perspective gives originality and validity to the author's arguments. On the one hand it can be seen as a reference instrument to examine critical aspects of the top down European process of construction. On the other hand, it is a source of inspiration to follow on the road to integration.

*Ilaria Pasotti
Catholic University of Milan*

Europa als Idee



Europa, eine Idee nimmt Gestalt an

Herausgegeben vom
Rat der Europäischen Union –
Generalsekretariat
2009, 303 S., geb., mit zahlreichen
farbigen Illustrationen, 25,– €,
ISBN 978-3-8329-5114-6

Bitte bestellen Sie im Buchhandel oder
versandkostenfrei unter ► www.nomos-shop.de

Europa existierte jahrhundertelang als Mythos, als geographischer Raum, als Idee, als Quelle für Identität. Schon lange bestand der Gedanke, dass es notwendig ist, die politischen Kräfte in Europa zu vereinigen, sei es durch einen Vertrag, eine Gründungscharta oder eine Verfassung.

Dieser Gedanke findet sich zuerst bei Dante, und von da an setzte sich die Suche über die Jahrhunderte fort bis in die Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg, als die Gründungsverträge der Europäischen Gemeinschaft und danach der Europäischen Union in eine konkrete Form gegossen wurden. Während dieser gesamten Zeitspanne befassten sich Denker sehr unterschiedlicher Provenienz mit der Frage, wie Frieden und Versöhnung auf dem europäischen Kontinent einkehren könnten, und verfassten entsprechende Schriften.

Mit diesem Buch sollen die Versuche zur tatsächlichen Ausgestaltung dieser ambitionierten Vision als ein wenig bekannter Teil der europäischen Geschichte nachgezeichnet werden. Dabei wird deutlich, dass das Ziel eines befriedeten Europas weit in die Geschichte zurückreichende Ursprünge hat und dass viele der zur Verwirklichung dieses Ziels vorgetragenen Ideen die Europäische Union in ihrer heutigen Gestalt im Kern schon in sich trugen.



Nomos

PHD Theses – Thèses de doctorat – Doktorarbeiten

Valentine LOMELLINI, *L'appuntamento mancato. Le relazioni tra la Sinistra Occidentale e l'opposizione in seno al blocco sovietico, 1968-1981* – IMT, Institute of Advanced Studies

supervisor: Antonio Varsori, University of Padua

jury: Juan Corradi, New York University; Paolo Nello, University of Pisa; Viktor Zaslavsky, LUISS University

date of the exam: 26.04.2009

contact: valentine.lomellini@unipd.it

This doctoral thesis is an original research dealing with the relations between the Italian and French Left – namely, the PCI, the PSI, the PCF and the PSF – and the opposition within the Soviet bloc (the USSR, Czechoslovakia and Poland), between 1968 and 1981. The study is based on an extensive archival research and private papers in more than eighteen archives, in Italy, France and the United Kingdom. The research has been completed by a broad analysis of the Italian, French and British press, as well as interviews with the main protagonists of that period. The Western Left's attitude towards Eastern dissents is used as a mirror through which the dialogue between the two Europes, focusing on the identities of the considered parties, is analyzed in order to understand their ideological evolution, their political strategies and their cultural development. Moreover, the double comparative approach allows, on the one hand, stressing the changing relationship within the Western European workers' movement; and, on the other, to analyze the diverse answers to, and domestic use of the topic of the Eastern opposition. The research has been developed around five issues: the Czechoslovakian normalization and the Polish crisis at the beginning of the 1970s; the Helsinki agreement and the Soviet dissidents' excellent cases; the Euro-communism and the Euro-socialism in confrontation; the political and cultural reassessment of the 'real socialism'; the Polish issue at the beginning of the 1980s. The thesis re-conceptualizes the conventional analysis of the Western Left's behaviour towards the Eastern dissents, making a significant contribution to the re-evaluation of their relations with the Eastern ruling class. It stresses the ambiguities of the PCI compared with the persistent orthodox attitude of the PCF, and focuses on the *Realpolitik* of the French Socialists and the pro-dissidents evolution of the PSI. It argues that détente became a myth among the Western Left, impeding – rather than promoting – the dialogue between the two blocs. The study casts new light on the identities of the Western Left, making a significant contribution to overcoming the limits of the traditional diplomatic history approach.
